

*l'Anti*capitaliste

n°558 | 4 mars 2021 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



LE 8 MARS, TOU·TE·S EN GRÈVE!

Dossier

8 MARS: TOUTES ET TOUS EN GRÈVE!

Pages 6 et 7

ÉDITO

Le procès de tout un système reste à faire
Page 2

PREMIER PLAN

Contre Macron et les brevets, vaccins biens communs!
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Martinique: marée humaine contre l'empoisonnement au chlordécone et pour des réparations
Page 4

LIBRE EXPRESSION

Contrats pour les «riders» et lourdes amendes pour les plateformes en Italie
Page 12



édito

Par NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Le procès de tout un système reste à faire

Reconnu coupable de « corruption et trafic d'influence », ce n'est donc pas Paul Bismuth, son pseudonyme dans cette affaire, mais bel et bien Nicolas Sarkozy qui a été condamné le 1^{er} mars à trois ans de prison, dont un an ferme. À ses côtés, ses deux amis, M^e Thierry Herzog et l'ancien haut magistrat Gilbert Azibert, ont aussi été condamnés. Ils sont donc liés dans un « pacte de corruption »... En 2014, Sarkozy et son avocat Herzog avait tenté d'obtenir d'Azibert et de ses relations des informations confidentielles concernant l'ex-président (cela après avoir obtenu un non-lieu dans l'affaire Bettencourt). Renvoi d'ascenseur : Sarkozy aurait en échange promis d'intervenir pour qu'Azibert obtienne un poste de prestige à Monaco...

Les « écoutes », le financement libyen de sa campagne présidentielle de 2007, Bygmalion... Autour de Sarkozy, les affaires s'accumulent, et enfin tombe une condamnation ! Mais le compte n'y est pas. D'abord parce que l'on voit bien que l'ex-président n'est pas encore près de purger une quelconque peine, démonstration supplémentaire de l'existence d'une justice à deux vitesses, mais surtout parce qu'au-delà de l'affaire dite des « écoutes » pour laquelle Sarkozy vient donc d'être condamné, c'est tout le procès d'un système qui reste à faire. Cette condamnation n'est que la partie émergée de l'iceberg, le fonctionnement quasi ordinaire d'un système politique où l'argent, les petits arrangements entre amis du même monde, voire la corruption, permettent donc que les corrompus – ainsi que bien évidemment les corrupteurs – continuent leur petite vie bien réglée. Tout cela pour assurer la pérennité d'un ordre fondé sur les inégalités, les oppressions, la recherche du profit à tout prix et la protection des puissants que cela sert. Sans surprise, la condamnation de Sarkozy et de ses deux complices a très vite suscité les réactions outrées de ses amis, en particulier au sein de la droite, solidaires de ceux d'en haut même lorsqu'ils sont pris la main dans le sac. Souhaitons donc que cette condamnation aille jusqu'au bout, et qu'elle annonce d'autres néfastes mésaventures pour l'ex-président, en particulier dans le cadre du procès Bygmalion qui s'ouvre dans deux semaines. Au-delà, il faudra bien qu'un raz-de-marée radical et démocratique mette à bas ce système d'inégalités, d'exploitation et d'oppression.

BIEN DIT

Franchement vous pouvez pas comprendre la sensation ce soir, pour nous qui avons été traités de racailles par Sarkozy.

TAHA BOUHAFS (journaliste), Twitter, 1^{er} mars 2021.

À la Une

Contre Macron et les brevets, vaccins biens communs !

Alors que les contaminations à Covid-19 sont en hausse de 8 % en une semaine, les réanimations de 4 %, que dans certaines régions elles explosent comme à Dunkerque, Nice ou en Moselle, Olivier Véran et le gouvernement maintiennent leur stratégie perdante du « stop and go ».

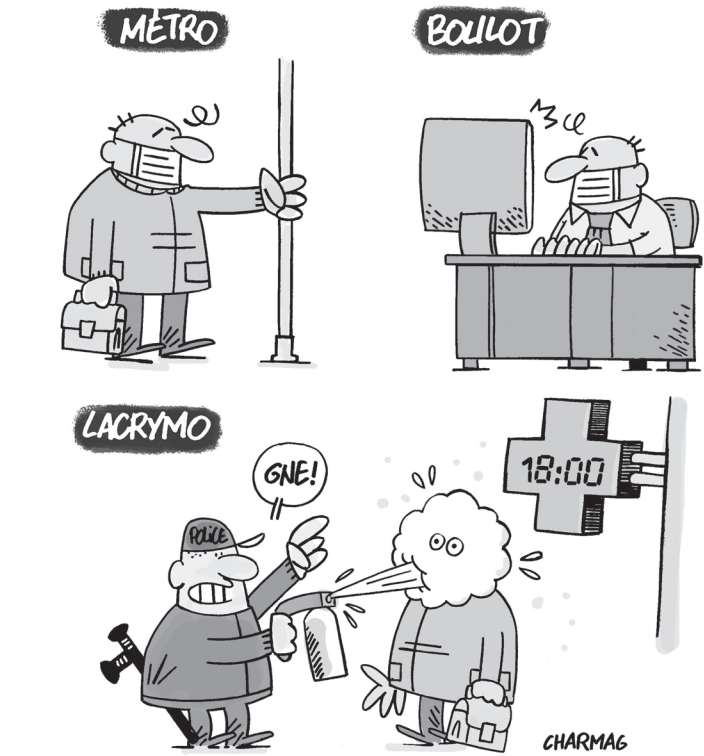
Une stratégie insuffisante face aux variants, qui fait de nos vies, nos amours, notre culture, nos familles, les variables d'ajustement pour faire baisser le taux de reproduction du virus... et pour maintenir coûte que coûte les profits. Mais qui ne dessine absolument aucune perspective de sortie du covid. Car les confinements du week-end, qui s'ajoutent aux couvre-feux, nous orientent de plus en plus vers un confinement généralisé.

Horizon bouché, y compris côté vaccins

Un tel confinement ne règlera rien tant que des moyens massifs ne seront pas injectés dans la santé ou l'éducation, pour dédoubler les classes et les cantines, tant qu'une mobilisation unitaire ne lui imposera pas une politique démocratique où les citoyenEs bâtiront eux-mêmes et elles-mêmes les mesures efficaces pour se protéger, dans les lieux de travail, d'éducation, de loisirs, tant que les mesures de tests et d'isolement se résumeront souvent à un simple coup de fil, sans donner les garanties de revenus, de logement à ceux qui en ont besoin. Bloquer puis repartir dans l'épidémie, voilà l'horizon qu'ils nous proposent.

Et même côté vaccins, l'horizon est bouché par les pénuries et l'apartheid vaccinal, conséquence des brevets des trusts de la vaccination. Les études en Israël et en Écosse, qui ont déjà vacciné un grand nombre de personnes, confirment pourtant la grande efficacité des vaccins disponibles.

En Écosse, le risque d'hospitalisation est réduit de 85 %, quatre semaines après la première injection du vaccin Astra-Zeneca à 490 000 personnes. Avec des résultats quasi comparables pour les personnes de plus de 80 ans, ce qui fait qu'en France son utilisation va être étendue aux personnes de 65 à 75 ans atteintes de comorbidités.



Et pour la première fois, une étude démontre une réduction de 67 % de la transmission du coronavirus, chez 17 000 volontaires participant à une étude en Angleterre, au Brésil et Afrique du Sud, avec ce même vaccin. En Israël qui vaccine sa population, y compris les colons, mais pas les Palestiniens, des études indépendantes confirment que le vaccin Pfizer a évité 92 % des cas de covid grave chez 600 000 personnes vaccinées.

Les profits valent plus que notre santé

Le code de la propriété industrielle confère aux laboratoires un monopole de fabrication et d'exploitation dans le monde entier. Cependant des dispositions intégrées dans les lois internationales pourraient atténuer la portée néfaste de cette loi en soumettant les industriels de la santé au régime de la « licence d'office »,

qui permet aux gouvernements de suspendre un brevet afin de produire les médicaments dont la qualité ou la quantité ne sont pas satisfaisantes lorsque les conditions sanitaires l'exigent. Et la loi du 23 mars 2020 sur l'état d'urgence sanitaire donne la possibilité au gouvernement de prendre « toute mesure permettant la mise à disposition des patients de médicaments appropriés pour l'éradication de la catastrophe sanitaire », de réquisitionner « tout bien et services nécessaires à la lutte contre la catastrophe sanitaire » et de prendre « des mesures temporaires de contrôle des prix de certains produits ».

En mai 2020 Macron annonçait que « le vaccin sera un bien public mondial, c'est-à-dire qu'il n'appartiendra à personne, mais [qu']il appartient à tous ». En février 2021, ce bonimenteur répète « [qu']on doit absolument assurer l'accès mondial aux vaccins » mais affirme en même temps

« [qu']il est normal quand quelqu'un innove qu'il ait une propriété intellectuelle ». Il refuse donc d'imposer aux laboratoires d'abandonner leurs passe-droits, et de les réquisitionner. Appliquer ces deux dispositions permettrait pourtant d'augmenter la production et de réduire la contamination sur toute la planète. Les pays pauvres demandent aussi la suspension des droits de propriété intellectuelle de l'OMC mais les gouvernements occidentaux préfèrent protéger les profits. L'OMS a ainsi accusé fin février les pays riches d'accaparer de la majorité des doses.

Une campagne pour l'accès universel aux vaccins

La pétition « Brevets sur les vaccins anti-covid, stop. Réquisition ! » a réuni 48 organisations syndicales et associatives et une centaine de personnalités. Son objectif est de créer une forte mobilisation. Ses initiateurEs se sont réunis avec des scientifiques et des militantEs qui ont lancé d'autres appels, comme l'Initiative citoyenne européenne. Un texte unitaire (« Pour défendre le bien commun, il faut libérer la production des vaccins ») pose la question des brevets et l'exigence de la réquisition. Le 11 mars sera un premier temps fort de cette mobilisation, avec conférence de presse, débat unitaire sur les réseaux sociaux et probablement un rassemblement à Paris. Des initiatives peuvent être prises aussi au niveau local. Le 11 mars est en effet la date anniversaire de la déclaration de pandémie par l'OMS, et ce jour-là, à l'OMC, sera de nouveau discutée la demande de levée des brevets déposée par l'Afrique du Sud et l'Inde, soutenue par une centaine d'ONG, à laquelle les représentants de la France de Macron, de l'UE et des USA s'opposent.

S. Bernard

Pétition en ligne : <https://www.wesign.it/fr/sante/brevets-sur-les-vaccins-anti-covid-stop-requisition->

CAMPAGNE CONTRE L'« ISLAMOGAUCHISME »

Une offensive raciste et réactionnaire

Alors que l'université publique est abandonnée et que la situation des étudiantEs est indigne, la polémique sur l'« islamogauchisme » continue à occuper l'espace public, avec les encouragements du gouvernement et sous les applaudissements de l'extrême droite.

Les structures représentant le monde de la recherche se sont exprimées d'une façon très claire, y compris les plus institutionnelles d'entre elles. Mais rien n'y fait : la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal insiste, de même que le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer qui s'est présenté, sur France Inter le 1^{er} mars, comme un « lanceur d'alerte » (sic). L'université et la recherche française seraient le lieu d'une offensive

« islamogauchiste » qui mettrait en péril les « valeurs républicaines ».

Un complotisme comme les autres

Peu importe si aucun élément concret ne vient à l'appui de ces accusations, qui présentent bien des caractéristiques des théories complotistes : dénonciation d'une offensive venue de l'étranger (ici, les « campus américains » et les « Frères musulmans ») ; obsession quant à la persécution qui aurait cours contre ceux qui osent dire la vérité (la « cancel culture ») ;

absence de raisonnement argumenté, auquel se substitue une collection d'anecdotes ou de faits isolés que l'on relie entre eux, quitte à les réinterpréter grossièrement, pour « prouver » l'existence de quelque chose de systématique ; dénonciation d'une coalition entre des groupes et/ou des individus à qui l'on prête un projet commun alors qu'ils/elles ont bien souvent des intérêts divergents, voire contradictoires, et qu'il n'existe aucune preuve d'une quelconque concertation entre elles/eux...

Et peu important, en outre, les éléments matériels qui invalident le propos des chasseurs d'« islamogauchistes », entre autres et notamment le nombre ridiculement bas de publications et d'enseignements portant sur les thématiques incriminées. Car l'essentiel est ailleurs : il s'agit d'alimenter une campagne de défiance à l'égard des intellectuelEs critiques et plus largement des forces progressistes, et d'entretenir, sur fond de vote de la loi « séparatisme », un climat islamophobe reposant sur la stigmatisation de tout ce qui serait « musulman » ou « islamique ». Nul surprise, dès lors, à ce que le RN salue la campagne de Vidal et consorts, à l'image de Laurent Jacobelli, porte-parole du RN, déclarant

Un monde à changer

CRISE OU PAS CRISE, IL Y A DE L'ARGENT POUR LES CANONS.

À un moment où les populations se demandent s'il y aura assez de vaccins disponibles tandis que les personnels hospitaliers sont épuisés et doivent gérer des capacités d'accueil des malades qui risquent d'être débordées, il y a des dépenses qui crèvent les plafonds. L'édition 2021 du rapport annuel «Military Balance», publié par l'institut britannique IISS, évalue, sur la base des données de 171 États, à 1830 milliards de dollars (1520 milliards d'euros) les dépenses militaires mondiales en 2020, soit une progression annuelle de 3,9%, en termes réels, après une hausse de 4% en 2019 considérée comme la plus forte de toute la décennie. Certes en Europe, les dépenses militaires ne sont en hausse «que» de 2% (après 4,1% en 2019). Mais à l'inverse des années qui ont suivi la crise financière de 2007-2008, la plupart des pays européens ont maintenu voire augmenté leurs budgets militaires malgré la récession économique. Les dépenses de défense des membres européens de l'Otan sont désormais de 20% supérieures à celles de 2014. C'est la compétition entre les États-Unis et la Chine qui a clairement tiré les dépenses militaires mondiales à la hausse : les deux États pèsent pour les deux tiers de la hausse de ces dépenses en 2020. Le

budget de la défense US a bondi de 6,3% : il représente 40,3% des dépenses mondiales. Le budget de la Chine a progressé de 5,2% et atteint 10,6% du total mondial. La prédominance étatsunienne reste nette mais la Chine progresse à marche forcée, notamment pour ce qui est de sa marine, essentielle pour soutenir ses prétentions territoriales en mer de Chine méridionale. Selon l'IISS, la Chine commence à avoir les moyens logistiques de soutenir une opération militaire bien au-delà de son voisinage immédiat. Ce qui incite l'Australie, le Japon, l'Inde mais aussi l'Indonésie et la Malaisie à investir dans la modernisation de leurs capacités militaires. La France, qui ne produit pas de vaccins anti-covid, fabrique des armes et les vend, ce dont se vante la ministre de la Défense Florence Parly à propos de la vente d'avions Rafale à la Grèce : «La France est heureuse de pouvoir exporter le Rafale pour la première fois en Europe, une étape très importante dans l'histoire de cet avion, qui confirme son attractivité». La production et la vente d'armements restent une des activités majeures des économies capitalistes en crise tandis que les dépenses militaires dessinent une carte du monde marquée par des affrontements guerriers en cours ou possiblement à venir.

Il est devenu urgent de combattre son implantation en renforçant les mobilisations qui se construisent en opposition à son développement, comme celles qui ont eu lieu le 30 janvier partout en France derrière le mot d'ordre «Stop Amazon ! Ni ici ni ailleurs».

Dégâts environnementaux colossaux

Au niveau global, le bilan de l'entreprise est sans appel. Son empreinte carbone de 2018 équivaldrait à celle du Portugal selon Attac France, les Amis de la Terre et Sud solidaires. Depuis, elle s'est accrue et, pour ne rien arranger, l'entreprise vient d'annoncer en janvier 2021 l'achat de 11 Boeing pour transporter toujours plus et toujours plus vite ses marchandises. Quant à ses serveurs informatiques, ils sont eux aussi en pleine expansion d'implantation et utiliseraient autour de 1% de l'électricité produite mondialement, soit la consommation de la Pologne. Pour autant, ces chiffres ne sont que partiels puisqu'ils ne prennent pas en compte l'ensemble des impacts de la production fabriquée, transportée et commercialisée.

À Toulouse, les effets négatifs de l'enseigne sont déjà perceptibles : bétonisation en hausse des sols, véhicules supplémentaires sur les routes et accroissement des bouchons sur le bassin sud de la ville. Tout le contraire donc des enjeux

TOULOUSE Amazon : un danger social et environnemental

Depuis 2017, Amazon a ouvert à Toulouse un entrepôt sur l'ancienne zone d'AZF. La multinationale s'en sert pour assurer dans des délais toujours plus rapides, la livraison de colis sur la ville et ses environs. Ce géant du capitalisme est en pleine expansion alors qu'il s'agit pourtant d'une entreprise des plus néfastes sur les plans écologiques et sociaux.

actuels de société où la situation impose de repenser en profondeur les transports. De même que la construction de nouveaux entrepôts n'est plus une option viable tant ils grignotent toujours plus de surface de sols, accroissent la perte de surface agricole, de biodiversité et viennent perturber le cycle de l'eau.

5G et drones

Amazon mise énormément sur la 5G (et bientôt la 6G) comme support de technologies secondaires pour livrer ses produits sur une aire géographique quasi sans limites, notamment par drones pour lesquelles elle a d'ores et déjà déposé plusieurs brevets. Ceci n'est pas sans poser des problèmes démocratiques et de sécurité majeurs en termes d'occupation de l'espace public et des personnes qui les contrôlent. Toulouse est pour l'entreprise un bassin commercial de choix puisque la 5G est déployée

sur 99% de la commune et l'est sur la plupart des communes alentour, comme l'expliquait en décembre 2020 l'opérateur Orange. Certes la question des drones aériens de livraison reste théorique dans l'immédiat en France, mais elle vient de passer le stade expérimental grand public aux USA. En revanche, la robotisation des entrepôts d'Amazon est déjà très avancée et est une grande consommatrice de métaux «rares» et autres ressources pour des utilisations qui ne répondent pas à de réels besoins sociaux ou environnementaux.

Désastre social

Enfin, on ne peut pas parler d'une des plus grandes multinationales du monde (si ce n'est la plus grande) sans évoquer la précarité et l'aliénation sociale qu'elle provoque. En 2019, selon une étude du député LREM Mounir Mahjoubi (c'est pour dire), Amazon détruisait 2,2 emplois pour un emploi créé, et

d'autres estimations donnent des chiffres plus élevés. Le prétendu défenseur de l'emploi et des commerces de proximité qu'est Jean-Luc Moudenc (maire de Toulouse) est aux abonnés absents sur le sujet. Au-delà, c'est un turn-over permanent, une uberisation galopante des travailleurEs, une répression perfide des syndicalistes et un harcèlement moral des employéEs entre autres.

Bref, un modèle de catastrophe sociale et environnementale mais qui intéresse bien d'autres géants du capitalisme et qu'il est donc d'autant plus important de mettre en échec. Heureusement, face au problème majeur que représente Amazon, des voix s'élèvent et des luttes prennent forme pour le stopper. Elles avancent entre autres la justice sociale, environnementale et la défense de la démocratie face à l'opacité et aux pratiques de la multinationale.

Commission écologie du NPA 31

Le chiffre 6751

Depuis l'attribution de la Coupe du monde 2022 au Qatar en 2010, 6751 travailleurs migrants sont décédés, selon une enquête publiée par le Guardian le 24 février, soit environ 12 morts chaque semaine en moyenne. Réponse de la FIFA : «La fréquence des accidents sur les chantiers de la Coupe du monde de la FIFA a été faible par rapport à d'autres grands projets de construction dans le monde.»
No comment.



Agenda

Dimanche 7 mars, rassemblement féministe festif et politique, Paris.

De 13h à 17h, place de la République.

Dimanche 7 mars, l'Anticapitaliste l'émission spéciale 8 mars. À 18h sur Facebook, Youtube, Twitter.

Lundi 8 mars, journée de grève féministe et de manifestation, Paris.

À 12h à Port-Royal (départ 13h), en direction de République.

Mardi 16 mars, réunion en ligne «1871-2021: La Commune de Paris et nous». À 20h sur Facebook, Youtube, Twitter. Avec Ludivine Bantigny, Isabelle

Garo, Julien Dohet et Sixtine d'Ydewalle.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

NO COMMENT

Je suis une femme de gauche. La justice sociale et l'égalité des chances sont les combats de ma vie. Et c'est en Emmanuel Macron que j'ai trouvé leur meilleur défenseur. Alors je dis aux électeurs de gauche : regardez ce que nous faisons, ne baissez pas les bras face au FN.

ÉLISABETH BORNE (ministre du Travail), BFM-TV, 28 février 2021.

au «Talk» du Figaro : «Oui, il y a de l'islamo-gauchisme dans nos facultés, dans nos universités. [...] C'est bien qu'un ministre s'élève contre ça».

Une offensive politique

En dénonçant pêle-mêle «islamo-gauchisme», «racialisme», «post-colonialisme», études de genre, écriture inclusive, etc., les petits soldats de LREM ne font pas seulement montre de leur inculture crasse concernant la recherche en sciences humaines et sociales. Ils expriment en réalité un positionnement profondément réactionnaire, tout à la fois raciste, sexiste et anti-intellectuel, agrémenté d'une vision autoritaire de la gestion de la conflictualité sociale, dont la Macronie ne se cache plus, avec une volonté de renforcer le contrôle de l'État sur les libertés académiques et sur les productions

intellectuelles. Le Washington Post remarque, dans un article consacré à la «polémique»¹, que Macron et les siens sont à ce titre à ranger dans la même catégorie qu'Orbán, Bolsonaro, Modi, Erdogan et consorts. La campagne contre l'«islamo-gauchisme», si elle permet au pouvoir de parler d'autre chose que des vrais problèmes que se pose la population (situation sanitaire, crise sociale, etc.), n'est donc en aucun cas une simple manœuvre de «diversion». Elle joue un rôle politique à part entière, dans un contexte général d'offensive raciste et autoritaire, et participe de la «stratégie» de la Macronie en vue de la présidentielle de 2022 : construire un tête-à-tête avec le RN en allant sur ses terrains de prédilection tout en délégitimant toute forme de critique sociale, féministe, antiraciste, radicale. Et il n'est nul besoin d'adhérer

FRÉDÉRIQUE VIDAL CONTRE LES ISLAMO-GAUCHISTES



aux travaux de recherche et/ou aux disciplines directement ou indirectement visées pour comprendre que c'est en réalité l'ensemble de notre camp qui est visé par cette offensive,

et que c'est touTEs ensemble que nous devons y résister.

Julien Salingue et Hélène Marra

1 – Ishaan Tharoor, «France and the spectral menace of "Islamist-leftism"», 22 février 2021.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PORTUGAL

Solidarité avec Mamadou Ba!

«En chair et en os avec Mamadou Ba» : pour contrecarrer les faux profils et bots utilisés par l'extrême droite sur les réseaux sociaux, tel est le nom d'une campagne de solidarité qui en quelques jours a mobilisé des centaines de personnes, envoyant des vidéos, des textes, des chansons ou d'autres formes de participation en un mouvement de réponse virtuelle collective au racisme et aux persécutions contre des activistes antiracistes au Portugal.

Cette campagne a été une façon créative de surmonter les difficultés imposées par la pandémie (le pays est en confinement depuis la fin 2020) afin de répondre à une pétition exigeant l'expulsion de Mamadou, qui a obtenu 15 000 signatures (dont beaucoup sont fausses). Jour après jour arrivent encore des contributions multiples, soit de personnes inconnues, soit d'artistes, de journalistes, d'hommes et femmes politiques et de militantEs bien connus.



Pression de l'extrême droite
Mamadou Ba est un camarade de la Quatrième Internationale au Portugal. Il milite pour la cause des noirEs depuis des dizaines d'années. Il est né au Sénégal et agit tout particulièrement au sein de cette communauté, mais il a la nationalité portugaise. Du fait de son rôle de porte-parole de l'organisation antiraciste SOS-Racisme, Mamadou a fréquemment été la cible de campagnes et de menaces venant de l'extrême droite, avec le soutien d'entreprises qui fabriquent des bots et des faux profils, des manipulations de vidéos et des fausses nouvelles visant les militantEs antiracistes, et aussi les premières femmes noires élues députées au Parlement. Plus récemment, une pétition exigeant son expulsion du pays a atteint 15 000 signatures (dont beaucoup sont fausses).
Ce qui distingue cette pétition des autres est l'écho qu'elle a obtenu dans les médias, qui une fois de plus ont répandu de manière acritique les récits de l'extrême droite, à un moment où le candidat du parti d'extrême droite Chega a montré son potentiel de croissance en obtenant plus de 11% des voix à l'élection présidentielle du 24 janvier (contre 1,9% lors des précédentes élections législatives, où il avait fait entrer un seul député au Parlement).

Honorer des criminels de guerre?
Cette attaque particulière contre Mamadou Ba a pris place dans le contexte de la mort de Marcelino da Mata, le militaire le plus décoré de l'armée portugaise, qui a servi dans plus de 2000 opérations de guerre coloniale en Guinée, dont certaines ont été qualifiées comme crimes de guerre pour lesquels le Portugal a été condamné par les Nations unies. C'était un Guinéen qui combattait du côté du pouvoir colonial. Da Mata, qui se vantait de ses actes de torture et était un militant d'extrême droite, est mort le 18 février des suites de la Covid, à l'âge de 80 ans. Un autre parti de l'opposition de droite, le CDS-PP, qui lutte pour sa survie face à la montée de Chega, a proposé au Parlement portugais de voter un jour de deuil et d'expulser Mamadou Ba du groupe de travail gouvernemental sur le racisme.
Ba est l'une des personnalités qui ont combattu cet hommage à un criminel de guerre qui a collaboré avec le régime fasciste de Salazar. Mais en tant que militant noir, c'est contre lui qu'est dirigée la plus importante campagne de haine.
Bien que la pétition demandant son expulsion du pays n'obtienne guère de succès, cela ne retire rien à notre devoir de manifester notre solidarité avec lui en particulier et de condamner les instigateurs de la haine raciste. Avec Mamadou Ba et beaucoup d'autres, nous sommes d'accord : Marcelino da Mata est un criminel de guerre qui ne mérite aucun respect.
Sérgio Vitorino
Publié sur fourth.international

MARTINIQUE

Marée humaine contre l'empoisonnement au chlordécone et pour des réparations

À Fort-de-France, capitale de la Martinique, entre 10 000 et 15 000 manifestantEs ont défilé samedi 27 février dans la matinée, à l'appel du Lyannaj pou Dépolyé Matinik (Collectif pour dépolluer la Martinique du chlordécone et autres pesticides).

Le collectif Lyannaj pou Dépolyé Matinik coordonne avec ténacité, depuis trois années, la lutte contre la pollution aux pesticides et exige que les coupables (grands békés agriculteurs et importateurs ainsi que les politiciens qui leur ont permis de déroger aux règles) soient condamnés.

Large mobilisation
Lyannaj a réussi à associer pour ce massif rendez-vous près d'une quarantaine d'organisations syndicales, écologiques, féministes, culturelles, sans compter la venue spontanée d'artistes et même la pastorale chrétienne qui a appelé d'elle-même à rejoindre le rassemblement. La quasi-totalité des partis politiques de gauche, malgré pour certains d'entre eux quelques réticences, ont finalement rejoint la démarche.
L'initiative se faisait aussi en liaison avec un dynamisme collectif en Guadeloupe qui tenait à la même heure un appel dans la commune de Capesterre Belle-Eau, et avec un collectif à Paris qui appelait à un rassemblement de plus de 800 AntillaisES.
Il fallait aussi voir, à Fort-de-France, toutes ces personnes autour de la manifestation qui, sur les trottoirs, faisaient signe qu'ils et elles étaient des partenaires des revendications exprimées. Manifestement une fraction très significative de la population s'est emparée de l'occasion de l'appel unitaire d'une bonne quarantaine



de structures pour exprimer son refus de l'impunité que l'on prévoit d'accorder aux pollueurs.

«Jijé yo! Konané yo!»
«Jugez-les ! condamnez-les ! » : c'était le cri massif ce jour-là. Le peuple, jeunes et moins jeunes, a montré de l'enthousiasme pour faire face au mépris des dominants et de leur État. Le peuple semblait dire qu'il ne veut pas que le 27 février soit un simple baroud d'honneur avant enterrement mais le premier pas pour une nouvelle phase de mobilisation. Tant l'État que ses procureurs et ses juges doivent comprendre que les quinze ans de silence judiciaire ne passent plus. La patience c'est fini.
Le peuple rend justice à celles et ceux qui depuis des dizaines d'années mènent le combat dans des conditions difficiles.

Le peuple salue celles et ceux qui se sont attachés à rassembler et accompagner les ouvrierEs agricoles dans leur combat pour la défense de leurs droits.
Le peuple s'unit pour exiger justice respect et réparation, car il y a trop de responsables pour qu'il n'y ait pas de coupables :
Ce sont les capitalistes békés de la banane, l'État qui les soutient et un certain nombre d'élus complices. Ce sont ceux qui ont importé des États-Unis un produit connu pour sa toxicité.
Ce sont ceux qui ont acheté le brevet pour le produire, ceux qui l'ont vendu.
Ce sont ceux qui l'ont fait produire en France et au Brésil, ceux qui l'ont produit, ceux qui l'ont commercialisé et utilisé.
Ce sont ceux qui ont obligé les ouvrierEs à le répandre au mépris de leur santé et de leur vie.

TURQUIE

Erdoğan veut que l'opposition paie le prix de son opération militaire ratée

En Turquie, bien qu'il y ait souvent des controverses assez dures et des affrontements entre le parti au pouvoir et l'opposition, depuis longtemps l'opposition bourgeoise n'a jamais hésité à soutenir ouvertement les politiques expansionnistes et militaristes mises en œuvre par le gouvernement. Les choses seraient-elles en train de changer?

Erdoğan est activement impliqué dans des guerres à l'étranger en Syrie, en Libye et en Azerbaïdjan, engagé dans des démonstrations de puissance militaire pour les droits d'exploration gazière en Méditerranée orientale et, lorsqu'il a organisé des opérations militaires au Kurdistan irakien et au Rojava, les partis d'opposition au Parlement, à l'exception du HDP [gauche issue du mouvement kurde – NDLR], se sont là encore rangés derrière lui et l'ont soutenu.

«Qui assumera la responsabilité de l'échec?»
Mais cette fois, les choses se sont passées différemment après l'attaque militaire de l'armée turque à Gêre en Irak où 13 otages turcs détenus par le PKK ont été tués. Pour la première fois, le président du principal parti d'opposition, Kemal Kılıçdaroğlu, a ouvertement critiqué le gouvernement en demandant : *« Qui assumera la responsabilité de l'échec de l'opération lancée pour sauver nos 13 citoyens ? Qui est responsable de ce travail ? »* Des questions sur les raisons pour lesquelles le gouvernement n'a pas agi pendant cinq ans et demi pour

sauver ces 13 otages qui seraient des agents des services de renseignements, de l'armée et de la police ont également été posées par d'autres partis d'opposition.
Alors que le coprésident du HDP, Mithat Sancar, a appelé à la formation d'une commission de vérité pour enquêter sur ce genre de massacres en rappelant de nombreux autres exemples, les députés du HDP ont aussi rappelé comment leurs tentatives de sauvetage de ces otages avaient été bloquées dans le passé. La réaction du gouvernement a été d'ouvrir des enquêtes contre ces députés.

Offensive contre la gauche et le mouvement kurde
Afin de cacher son échec, le gouvernement s'est rapidement lancé dans une opération beaucoup plus agressive contre l'opposition, notamment envers le mouvement kurde. Presque tous les matins commencent par des informations d'arrestations lors de perquisitions

au domicile de militantEs de gauche ou du mouvement kurde. Depuis quelques années, les médias rendaient compte d'enlèvements de gülenistes [courant politico-religieux accusé d'avoir fomenté un putsch contre Erdoğan – NDLR], mais récemment, ces types d'enlèvements ont commencé à cibler aussi la gauche et les militantEs kurdes. Un jeune militant de gauche a été kidnappé à Istanbul le 20 janvier et lorsqu'il a été libéré six jours plus tard, il a expliqué que ses ravisseurs l'avaient torturé pendant six jours. On ne sait pas si ces ravisseurs étaient des policiers ou des militants d'une sorte de groupe paramilitaire d'extrême droite ou un mélange des deux. Quelques jours plus tard, trois étudiants ont été enlevés par la police à Ankara et relâchés après plusieurs heures.

Agitation nationaliste
Alors que l'objectif principal de ces pressions est d'effrayer la gauche et de la paralyser, dans le même temps,

Ce sont ceux qui ont demandé l'autorisation de mise sur le marché et ceux qui l'ont donnée.
Ce sont ceux qui ont demandé dérogation lors de l'interdiction en France et ceux qui l'ont donnée, ceux qui ont stocké, et utilisé malgré la fin de la dérogation.
Ce sont ceux qui le donnaient à leurs ouvrierEs pour qu'ils et elles l'utilisent dans leurs propres jardins. Ce sont ceux qui ont exigé des petits planteurs qu'ils répandent le chlordécone pour bénéficier des subventions.
Tous ces délinquants, tous ces criminels doivent être jugés et condamnés. Les pollueurs doivent payer.

Il faut des réparations!
Les profits accumulés doivent servir à réparer les dégâts dont ils sont responsables.
Non à la prescription face à nos cancers de la prostate, à l'endométriose et à toutes les autres maladies causées par le chlordécone.
Pas de prescription pour les crimes d'empoisonnement.
Non à la prétendue prescription juridique.
Non à la maltraitance policière de nos camarades de lutte, à la répression contre les militantEs poursuivies quand les empoisonneurs sont laissés tranquilles dans leur coin.
Pour la réparation des crimes commis et que la condamnation des responsables s'accompagne des transformations fondamentales dans l'agriculture, dans l'économie, dans la santé, dans la société.
Non à l'insignifiance du plan chlordécone IV qui perpétue l'inanité des trois précédents. Que l'État qui a reconnu sa responsabilité répare ses crimes.
Pour une agriculture nourricière et saine sur place.
Pour une pêche répondant à nos besoins.
Pour une santé basée d'abord sur la prévention et sur des soins utilisant toutes les potentialités de notre pays.
CorrespondantEs

le gouvernement tente de consolider et de mobiliser davantage sa base avec une agitation nationaliste et des réunions bondées en dépit de l'épidémie. Alors que l'économie du pays était déjà en crise avant même la pandémie, maintenant avec les pertes d'emplois entraînées par la crise, la situation est devenue désastreuse. Les prix des denrées alimentaires augmentent de façon exponentielle, et le gouvernement tente de remplir les estomacs vides de la classe ouvrière avec... une agitation de plus en plus nationaliste. Erdoğan, en revanche, est conscient qu'il n'a pas un soutien de la population aussi fort que par le passé, et il veut remplacer le soutien populaire perdu par le contrôle de la rue, grâce à sa coalition avec le parti d'extrême droite MHP. Il est ainsi permis au chef d'un cercle mafieux-fasciste récemment libéré de prison de menacer ouvertement des politiciens, des journalistes et des militants.
Metin Muhsin, traduction Henri Wilno

ÉTATS-UNIS Un mouvement se développe pour stopper la haine anti-asiatique

Les ÉtatsunienEs d'origine asiatique ont toujours été confrontés au racisme aux États-Unis. Mais au cours des quatre dernières années, il y a eu une augmentation des actes de haine.

Dans la période récente, des ÉtatsunienEs d'origine asiatique ont été violemment agressés de diverses façons, et au moins un vieil homme thaïlandais est mort après avoir été poussé au sol. D'autres se sont fait cracher dessus, ont subi des insultes raciales, sont marginalisés. Ceux qui attaquent les Asiatiques sont aussi bien des blancs, des noirs ou des latinos. La récente croissance de la haine anti-asiatique peut être attribuée en grande partie à l'ancien président Donald Trump qui a qualifié le Covid-19 de « *virus chinois* » ou de « *Kung Flu* » [flu = grippe] sous les acclamations de dizaines de milliers de partisans lors de ses rassemblements.

«Nous sommes debout»
 Aujourd'hui, un mouvement contre la haine anti-asiatique se développe parmi les Asiatiques et avec le soutien de personnes de toutes origines. Des centaines de personnes ont manifesté à New York samedi 27 février et d'autres manifestations ont eu lieu en Californie. Un panneau porté par une femme disait : « *Nous résistons, persistons, nous sommes debout* ». « *Si vous essayez de diminuer le niveau de stigmatisation, de diminuer le niveau de discrimination, de haine et de xénophobie, les mots comptent* », a déclaré John C. Yang de l'organisation Asian Americans Advancing Justice. En janvier, le président Biden a publié un décret condamnant la haine anti-asiatique, la Chambre des représentants des États-Unis a



aussi adopté une résolution similaire et le maire de New York, Bill de Blasio, s'est également exprimé lors du récent rassemblement. Les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA) ont récemment participé à un forum *Black + Gold* (Noir et Or) dans le but de construire des ponts entre les Noirs et les Asiatiques. Et trois candidats de DSA originaires d'Asie du Sud-Est ont remporté les élections à des instances d'État de municipalités en novembre 2020.

Un racisme qui vient de loin
 L'immigration asiatique a commencé au milieu du 19^e siècle. Aujourd'hui, il y a 21 millions d'Asiatiques aux États-Unis, sur une population totale de 330 millions. Bien que les situations économiques diffèrent considérablement, les Asiatiques dans leur ensemble ont tendance à être mieux lotis que les autres. Selon une étude récente, « *les données du*

recensement montrent que le revenu médian des ménages étatsuniens d'origine asiatique était de 77 166 dollars, contre 62 950 dollars pour les ménages blancs, 36 898 dollars pour les ménages afro-américains et 45 148 dollars pour les ménages d'origine hispanique. » CertainEs Asiatiques peuvent être attaqués précisément parce qu'ils seraient mieux lotis. Dans les années 1850, des ouvrierEs chinois ont émigré aux États-Unis pour travailler dans la construction des voies ferrées et l'exploitation minière, et constituèrent une main-d'œuvre bon marché en compétition pour ces emplois avec des travailleurs nés dans le pays. Ensuite, les ChinoisES ont commencé à ouvrir de petites entreprises qui ont concurrencé des entreprises fondées par des ÉtatsunienEs. Des organisations antichinoises se formèrent tandis que les immigrantEs chinois étaient

en butte à de nombreuses actions violentes et meurtrières.

Empêcher de nouveaux drames
 Les guerres américaines en Asie – au Japon, en Corée et au Vietnam – ont également suscité un sentiment anti-asiatique. Après la déclaration de guerre des États-Unis contre le Japon en 1941, le gouvernement US a expulsé de la côte ouest et interné dans des camps de concentration à l'intérieur des terres quelque 120 000 personnes originaires du Japon. La guerre de Corée a entraîné des «épouses de guerre», des mariages entre des soldats étatsuniens et des femmes coréennes, mais lorsque les épouses sont arrivées aux États-Unis, elles ont souvent fait face à l'exclusion raciale. Leurs mariages interracialisés étaient illégaux dans certains États. À la fin de la guerre du Vietnam, des centaines de milliers de Vietnamiens ont immigré aux États-Unis, principalement en Californie et au Texas, où ils et elles ont aussi été victimes de discrimination raciale. La concurrence économique mondiale a également conduit à des incidents racistes. Pendant la récession de 1982, alors que les constructeurs automobiles japonais gagnaient des parts du marché américain, deux travailleurs blancs de l'automobile ont battu à mort Vincent Chin, 27 ans, un Étatsunien d'origine chinoise qu'ils avaient pris pour un Japonais. Les meurtriers ont été accusés d'homicide involontaire et condamnés à trois ans de prison, mais n'ont jamais passé une journée derrière les barreaux. Le mouvement qui se développe aujourd'hui veut empêcher que de telles choses se reproduisent.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

ÉGYPTTE Les femmes résistent toujours

Les causes profondes qui ont enflammé la révolution il y a dix ans, du chômage à la corruption en passant par la brutalité policière, les profondes inégalités et les discriminations se sont approfondies. L'État égyptien actuel est d'ailleurs bien plus brutal que ses prédécesseurs et réprime quiconque est lié à la révolution.

Tout le monde est dorénavant une cible. Le régime militaire a conduit à une militarisation de la société dans laquelle quiconque ne correspond pas aux normes sociales dominantes peut être emprisonné, par exemple les femmes «TikTokers»¹. Certaines d'entre elles sont toujours en prison, accusées de « *violation des valeurs égyptiennes* » et de « *traite d'êtres humains* ». Les femmes utilisant TikTok sont des travailleuses ordinaires ou des femmes de la classe moyenne. En raison de la façon dont elles s'habillent et s'expriment, le gouvernement considère qu'elles violent ce qui est autorisé par leur classe sociale et les « *valeurs familiales égyptiennes* ».



L'État n'est pas le seul à réprimer les femmes
 Il y a dix ans, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, des civils ont attaqué des femmes manifestantes. En mars 2011, des manifestantes ont même été contraintes à se soumettre à des tests de virginité par l'armée. Abdelfattah Al-Sissi, alors chef du renseignement militaire et aujourd'hui président, a justifié l'usage de ces tests à Amnesty International « *pour protéger l'armée contre d'éventuelles allégations de viol* ». Il y a eu des centaines de cas d'agressions sexuelles de masse et de viols collectifs, y compris avec des objets, documentés lors de manifestations entre 2012 et 2014. Une multitude de femmes se sont exprimées sur ces crimes, mais de nombreux partis et coalitions de jeunes révolutionnaires ont tenté de les faire taire ou de rejeter ces accusations au motif qu'elles étaient organisées par la police et/ou le parti au pouvoir.

Face à la répression, les femmes ripostent
 Les femmes ont malgré tout brisé de nombreux tabous et ont réussi à faire inscrire des crimes comme les agressions sexuelles de masse et les viols collectifs à l'ordre du jour du débat public. De nombreuses initiatives locales contre les violences sexistes et sexuelles ont été créées entre 2012 et 2014. Ces mobilisations ont contribué à accroître la pression et à changer le discours dominant, tout en forçant le gouvernement à criminaliser enfin le harcèlement sexuel en 2014. Depuis juillet 2020, l'Égypte a été témoin d'une autre vague #MeToo, avec de jeunes générations de femmes qui s'expriment sur les réseaux sociaux, brisant les tabous et (ré)affirmant leur autonomie sur leur corps. Elles demandent que justice soit faite contre les violences et les discriminations qu'elles ont subies. Cette mobilisation ne prend pas sa source au sein des cercles habituels d'activistes, ni de groupes politiques, mais plutôt de segments sociaux qui ne se mobilisaient pas activement auparavant. Elles se sont mobilisées en ligne, mais ont néanmoins réussi à susciter suffisamment d'indignation au sein de la société pour forcer l'État à quelques mesures contre les violences sexuelles, même si elles sont largement insuffisantes. Plusieurs d'entre elles ont poursuivi leurs agresseurs en justice. De nombreuses femmes ont créé des blogs et des pages sur les réseaux sociaux pour dénoncer publiquement les violeurs et les hommes qui agressent les femmes. La honte et la dénonciation à l'encontre des agresseurs sont l'une des tactiques les plus efficaces et les plus rapides pour les femmes pour éviter les attaques patriarcales et misogynes qu'impliquent les voies juridiques conventionnelles.

Selma H
 1 – Utilisatrices de l'application TikTok, réseau social de partage de vidéos. Article publié dans le n°383 de *solidarités* (Suisse).

ITALIE Union nationale avec l'extrême droite

Il s'agit du gouvernement Draghi, ex-président de la BCE, l'un des plus brillants et des plus crapuleux (les deux termes ne se contredisent pas nécessairement) protagonistes du capitalisme européen de ces dernières années.

Consensus politique inédit
 L'Italie, où est née la Commedia dell'arte, reste fidèle à elle-même et fait, une fois encore, preuve d'une grande créativité politique et théâtrale. Draghi a été présenté par quasiment tous les médias comme un grand homme, le sauveur de la patrie, le héros du moment. Ils lui ont même refait un CV, dans le style 1984. Et ce n'est pas tout. Les applaudissements sont venus de droite et de gauche, en premier lieu du secrétaire de la CGIL² lui-même. Ce gouvernement offre l'image d'une unité nationale et d'un consensus politique inédits. De la Ligue de Salvini à la gauche du Parti démocrate (LeU³, qui conserve, en temps de pandémie, le ministère de la Santé), tous ces partis ont eu des fauteuils ministériels et tous se disent plus ou moins satisfaits. Les seuls qui ont exprimé une position très critique, au point d'être immédiatement exclus, sont 40 députés et sénateurs du Mouvement 5 Étoiles,

Si, à la fin de 2011, avec Monti¹, on avait inauguré le temps des gouvernements « techniques » pour faire accepter aux ItalienEs l'austérité européenne, on vient cette fois d'inaugurer le temps du gouvernement « des meilleurs », pensé pour faire accepter les mesures sociales et économiques de la phase finale du Covid-19 (ou présumée telle) et du « back to the future » qui suivra.

parti qui, selon un avis largement partagé, est de toute façon en train de disparaître de la scène politique. Les néofascistes de Fratelli d'Italia, eux aussi, sont critiques et hors de l'équipe gouvernementale, mais cela semble une position surtout dictée par un certain opportunisme. Les faibles forces de la gauche elles aussi, évidemment, sont critiques, mais, depuis des années, elles ont été exclues des institutions et elles ont de réelles difficultés non seulement à capter le malaise social mais aussi à se mettre d'accord. L'opposition au gouvernement Draghi pourrait être une opportunité pour redynamiser leur engagement, leur présence et leur unité ; dommage que le virus empêche de pratiquer les formes « normales » de la politique...

Rôle fonctionnel de l'extrême droite
 La présence de l'extrême droite au gouvernement paraît particulièrement significative – et éclairante.

Trois ministres pour la Ligue (Développement économique, Tourisme et Handicap) et neuf sous-secrétaires d'État, tous dans des ministères d'une certaine importance. Vu que le chef d'orchestre est un banquier, les choses n'ont pas été faites au hasard : tout est calculé au millimètre près et plusieurs raisons expliquent l'importante participation de la Ligue. D'abord, elle représente le poids que cette formation a pris au sein de la bourgeoisie du nord. Ensuite, elle peut servir de contrepoids par rapport aux velléités progressistes – si jamais il y en avait – de quelques naïfs. Dans tous les cas, la Ligue jouera un rôle actif dans ce gouvernement et conditionnera les politiques sociales (ce n'est pas par hasard qu'on lui a confié le ministère du Handicap, par exemple). Le fait que certains de ses sous-secrétaires d'État soient des ignares ou aient en toute innocence proposé, dans le passé, l'usage des fours crématoires pour les immigrés, non seulement

n'est pas un obstacle au projet de Draghi mais, d'une certaine façon, il représente l'un de ses aspects authentiques. Pour gérer l'argent européen et surtout les grandes restructurations économiques et sociales qui viendront (ou tout au moins celles que ces messieurs ont en tête) il faudra mentir beaucoup et faire beaucoup de propagande, et distribuer en plus, avec parcimonie, quelque menue monnaie. Mais, à l'occasion, on aura aussi besoin d'un personnel politique particulièrement peu scrupuleux et disposé à faire le sale boulot. Que ceux-là sachent qu'il était Dante n'est pas important.
 Fabrizio Dogliotti, traduction Bernard Chamayou

1 – Mario Monti fut nommé, en novembre 2011, à la tête d'un « gouvernement de techniciens ». Il succédait à Berlusconi (NDT).
 2 – En français : Confédération générale du travail (NDT).
 3 – Libres et égaux (en italien : *Liberi e Uguali*, abrégé en LeU) est une alliance électorale née le 3 décembre 2017 (NDT).

Le 8 mars 2021 a lieu dans un contexte de crise globale du système qui touche particulièrement les femmes. Les emplois qu'elles occupent très majoritairement, notamment dans le domaine du soin mais aussi dans les services publics, ont souvent été en première ligne face à la crise du Covid-19. Et comme les femmes sont aussi celles qui occupent les emplois les plus précaires (70 % des temps partiels, 3/4 des bas salaires), ce sont elles aussi qui sont aujourd'hui les premières à subir les effets de la crise économique. Et alors qu'elles se sont retrouvées les premières de corvée, les violences ne se sont pas arrêtées, puisque les différentes phases de confinement et couvre-feu n'ont fait qu'accroître les violences intrafamiliales, les violences au foyer contre lesquelles le mouvement féministe s'est tant levé ces dernières années.

Dans le même temps, le renforcement de la structure familiale (favorisé entre autres par la crise sanitaire) s'accompagne d'une offensive réactionnaire qui était déjà bien présente depuis plusieurs années. Le recul autour de la PMA, pour maintenir l'ordre moral et la famille traditionnelle, en est la dernière preuve. Les cadres collectifs sont de plus en plus difficiles à construire à cause de la pandémie, mais surtout à cause de l'État autoritaire. La loi sur le séparatisme accentue encore les attaques contre les musulmanEs, mais aussi, comme on l'a vu ces derniers jours, contre l'université et en particulier contre les courants progressistes de la recherche. Pendant ce temps-là, l'extrême droite se lâche et monte dans les sondages.

Nous avons vu depuis les années 2010 renaître un mouvement féministe de masse, extrêmement combatif, qui pose la question de la violence structurelle au cœur de son combat, mais aussi la question du système capitaliste dans sa globalité. Parti d'Amérique latine, relayé en Pologne, dans l'État espagnol... ce mouvement met au centre la question de la grève féministe et avance la nécessité d'une lutte féministe à échelle internationale. Cet été, des militantEs zapatistes viendront du Chiapas – une région du Mexique – dans le cadre d'une tournée internationale pour rencontrer « toutes les personnes qui luttent sur les 5 continents ». Leur délégation est essentiellement composée de femmes et leurs préoccupations sont aussi les nôtres : « La survie de l'humanité dépend de la destruction du capitalisme ».

Comme depuis plusieurs années maintenant, l'appel à la grève des femmes se construit de manière internationale, afin de montrer que sans les femmes le monde ne tournerait pas. Avec la crise du Covid-19, il est encore plus visible aujourd'hui que ce sont elles qui occupent très majoritairement les emplois et les fonctions nécessaires à la reproduction sociale. Il y a un enjeu à faire vivre un mouvement féministe massif et populaire, mais aussi un mouvement qui soit en capacité de faire le lien entre mouvements antiraciste, antifasciste, et mouvement LGBTI. La date du 8 mars doit être le début d'une riposte à la hauteur des enjeux : touTEs dans la rue et touTEs en grève le 8 mars !

Dossier réalisé par la Commission nationale d'intervention féministe



SYNDICATS, COLLECTIFS, ASSEMBLÉES FÉMINISTES... MAIS QUI ORGANISE LE (NOUVEAU) MOUVEMENT DES FEMMES ?

On ne peut pas dire que les syndicats et les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier aient toujours été historiquement à la pointe du mouvement de libération des femmes... Ils s'y sont même parfois violemment opposés. Retour sur les récentes évolutions.

Dans les années 1990-2000, syndicats et organisations traditionnelles du mouvement ouvrier ont été partie prenante du Collectif national pour les droits des femmes ou à l'initiative de rencontres intersyndicales femmes dans un contexte de luttes pour l'égalité assez institutionnalisées.

Pression de la nouvelle génération

La nouvelle dynamique féministe qui est à l'œuvre depuis quelques années se place nettement sur un autre terrain et s'est construite indépendamment des cadres préexistants. Cette nouvelle génération se positionne beaucoup plus clairement en opposition aux institutions (notamment la police et la justice) et fait preuve, vis-à-vis des organisations syndicales et politiques, au mieux d'indifférence, au pire de défiance...

Pour le 25 novembre 2018, « Nous toutes » a joué un rôle fédérateur de ces deux composantes, mais dans un cadre assez flou, opaque en termes démocratiques. Si le Covid a accéléré la décomposition de cette structure, elle apparaissait prévisible du fait de son incapacité à contrecarrer les forces centrifuges des différents groupes et individus la composant.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Avec la nouvelle dynamique de mobilisation, des enjeux se sont fait jour en termes de direction du mouvement féministe. Dès lors, la confrontation entre les cadres traditionnels et les « groupes/collectifs/assemblées générales » auto-organisées était inéluctable. Il s'agit bien d'une bataille pour la direction du mouvement. Sans surprise, le « vieux » mouvement ouvrier refuse de laisser la main et de se positionner en soutien à l'auto-organisation des femmes. Au lieu de participer aux collectifs/assemblées générales, d'y défendre leurs positions et d'y proposer leurs moyens matériels, les organisations, notamment syndicales, préfèrent se réfugier en terrain connu et convoquer des intersyndicales

ou des inter-organisations. Ces problèmes se sont posés dans différentes villes, à des niveaux plus ou moins conflictuels en fonction de l'histoire locale, du travail unitaire et de la présence de militantEs attachéEs à la construction d'un mouvement féministe autonome.

Tenir les deux bouts

Malgré ces confrontations, ou plutôt grâce à elles, la nouvelle dynamique du mouvement féministe a poussé les organisations à se réapproprier les questions féministes et à se réinvestir sur ce terrain, notamment contre les violences sexistes et sexuelles. Cette pression s'est exercée à la fois de l'extérieur avec la structuration d'un mouvement

auto-organisé et à la fois à l'intérieur via des militantEs de ces organisations convaincuEs de la nécessité de ce mouvement. Des campagnes ont été mises en œuvre notamment sur les lieux de travail, des commissions femmes se sont (re)montées, etc. Nous devons tenir les deux bouts, bien que ce ne soit pas toujours facile ! Les structures pérennes sont des outils indispensables de structuration de nos luttes afin d'accumuler des expériences et leur manque se fait cruellement sentir aujourd'hui sur nombre de sujets. Le mouvement féministe actuel doit s'approprier son histoire et notamment celle de sa confrontation au mouvement ouvrier. L'auto-organisation des oppriméEs, en l'occurrence des femmes et de toutes celles et ceux qui subissent la domination patriarcale, est une nécessité pour imposer nos revendications et enclencher un processus de transformation de la société. Son ancrage dans la lutte des classes est une condition nécessaire pour y arriver – d'où l'enjeu de construire la grève du 8 mars. L'unification de notre camp social et la prise en compte de toutes les oppressions ne pourront se faire sans cela. Le dépassement des contradictions actuelles ne pourra être porté que par un courant féministe lutte de classes dont la reconstruction ne fait que commencer...

MOBILISATIONS CONTRE LE HARCÈLEMENT ET LES DISCRIMINATIONS À MCDONALD'S

Ça se passe comme ça chez McDonald's...

Le 16 octobre dernier, une délégation de salariéEs de McDonald's, accompagnée de soutiens du mouvement féministe et antiraciste, s'est rendue au siège de l'entreprise à Guyancourt pour remettre 114 témoignages de salariéEs victimes de harcèlement et de discriminations sexistes, racistes et LGBTIphobes¹.

«McDo: Macho!»

Les salariéEs, représentés par des membres du Collectif McDroits, ont, de plus, déposé une liste de revendications relatives à ce qu'ils et elles estiment être des «*problèmes systémiques*» dans l'entreprise. Ils et elles exigent entre autres des formations du personnel encadrant, «*un système d'évolution calqué sur l'ancienneté et non l'apparence physique*», la fin de la discrimination à l'embauche des femmes voilées, le droit pour les personnes trans d'utiliser leur prénom d'usage et l'arrêt de l'obligation du port de la jupe pour les hôtesses d'accueil².

Un mois plus tard, une journée de grève a eu lieu dans un McDonald's du Havre suite au harcèlement sexiste et sexuel que plusieurs salariées subissaient sur leur lieu de travail de la part d'un délégué

du personnel. À l'issue de cette journée, les grévistes (qui ont en moyenne 20 ans), ont négocié avec la direction : elles ont obtenu le paiement de la journée de grève, la démission des fonctions de délégué du personnel et un engagement de la part de la direction à mener une enquête sur les violences sexistes et sexuelles dans le restaurant³.

McDonald's promet des avancées... mais dans les faits réprime!

Début décembre 2020, le Collectif McDroits a reçu une réponse du siège de McDo : l'entreprise promet la création d'un numéro vert pour les victimes de violences au travail, la mise en place d'une charte d'engagement contre les discriminations et le harcèlement au travail et une note envoyée aux restaurants pour rappeler l'interdiction d'imposer aux salariées le port de la jupe. Mais quelques jours après la mobilisation au Havre, Mathilde, qui faisait partie des salariées harcelées, a été licenciée par le restaurant pour «*faute grave*». On lui reproche des messages envoyés à propos du harcèlement à McDonald's sur une conversation Messenger privée et le like d'une publication



Facebook... Mathilde, soutenue par la CGT locale, conteste son licenciement et s'est donc engagée dans une bataille pour faire valoir ses droits aux Prud'hommes. Et depuis.... silence radio de la direction de McDonald's. Finalement, aucun des engagements pris par la direction début décembre n'a été tenu. Le Collectif McDroits exige toujours, face à l'inaction de la direction, un nouveau rendez-vous. Dans le même temps,

il prépare le lancement d'une nouvelle enquête en interne sur le racisme et l'islamophobie et poursuit son travail autour des revendications féministes et LGBTI.

L'avenir des luttes au travail: l'articulation des oppressions et de l'exploitation

Le collectif McDroits a fait sa première apparition publique le 8 mars 2020, en organisant un collage devant les McDonald's de

Paris pour dénoncer le sexisme au travail. Cette année, ils et elles organisent le 8 mars au matin une conférence de presse interprofessionnelle pour dénoncer le sexisme au travail et l'attitude de McDonalds, avant de partir en cortège à la manifestation. Le collectif, composé essentiellement de très jeunes salariéEs et ex-salariéEs du groupe, marque l'entrée d'une nouvelle génération militante sur les lieux de travail.

Une génération entrée en politique sur les questions d'oppressions spécifiques : sexisme, racisme, LGBTIphobie, validisme, grossophobie. Une génération qui ne retrouve pas forcément ces préoccupations dans les syndicats et cherche des moyens de les porter collectivement.

En tant que militantEs féministes révolutionnaires, un de nos rôles fondamentaux est de retisser les liens brisés entre luttes contre les oppressions et luttes contre l'exploitation en montrant comment elles s'articulent et participent d'une même logique. Cela passe par le soutien à ces luttes, la bataille dans nos organisations politiques et syndicales et la reconstruction d'un mouvement féministe de masse qui s'ancre profondément dans l'antiracisme, la lutte contre les LGBTIphobies et la lutte des classes.

1 – Lire Khedidja Zerouali, «Violences

sexuelles : plongée dans l'enfer de salariées de McDo», *Mediapart*, 12 octobre 2020, et Quentin Muller et Yann Castanier, «Sexisme, grossophobie et harcèlement, 78 employés de McDonald's brisent l'omerta», *Streetpress*, 12 octobre 2020.

2 – Collectif McDroits, «Harcèlement sexuel à McDonald's: le collectif McDroits demande la fin de l'impunité», *blog Mediapart*, 12 octobre 2020.

3 – Khedidja Zerouali, «Au Havre, McDo licencie une de ses lanceuses d'alerte», *Mediapart*, 8 janvier 2021.

LA GRÈVE DES FEMMES DANS L'ÉTAT ESPAGNOL: UN EXEMPLE À PLUSIEURS TITRES

Les féministes de l'État espagnol se sont emparées de l'idée d'une grève internationale des femmes. Elles ont si bien fait que leur mobilisation est devenue un exemple à suivre en la matière pour au moins trois raisons : l'ampleur de la grève, les modalités d'organisation et le rôle joué par les alliés (les hommes mobilisés) pour favoriser la mobilisation des premières concernées.

Si les manifestations spectaculaires de 2018 et 2019 ont marqué les esprits à travers le monde et ont fait des mobilisations dans l'État espagnol un modèle de la puissance des mouvements féministes, il ne faudrait pas oublier l'impact de la grève féministe. Depuis 2018, ce sont des millions de femmes qui, chaque 8 mars, ont débrayé pour quelques minutes ou quelques heures. Elles ont stoppé leurs tâches, celles qui sont rémunérées et plus encore celles qui ne le sont pas : grève des soins, grève «à la maison» et sur les lieux de travail, grève de la consommation, grève des étudiantes. La helva feminista, la grève féministe, n'est pas sectorielle, et ne se cantonne pas à une revendication centrale. Le mouvement s'approprie l'ensemble des revendications défendues depuis des décennies par la lutte féministe.

Les différentes plateformes, notamment une des plus importantes, la comisión 8M, fédèrent les associations féministes et sont suivies par diverses organisations sociales et syndicales. Au démarrage de la grève, les syndicats majoritaires (CCOO, UGT) ne voulaient qu'un débrayage de deux heures. Mais les syndicats minoritaires tels que la CNT, la CGT, et des partis comme la Gauche unie (IU) et Podemos soutenaient une grève générale de vingt-quatre heures. Mais, si les soutiens ne sont ni négligeables ni négligés, la grande force du mouvement féministe est son autonomie – par rapport aux partis politiques, aux syndicats, aux institutions. Les coordinations regroupent des militantEs de divers horizons. Les décisions prises en assemblée sont plus fortes que les mandats politiques.

Dans l'État espagnol, la société tout entière s'est emparée de la grève : c'est une grève sociale, auto-organisée et polymorphe pour

s'adapter à toutes les situations. La question des alliés et de leur rôle a été posée et notamment la façon dont ils pouvaient contribuer à la réussite de la mobilisation du 8 mars. Il s'agit de se positionner en soutien pour permettre aux premières concernées de construire leur lutte, notamment pour qu'elles puissent participer aux réunions et que le jour même elles puissent consacrer tout leur temps à la grève et à la manifestation. Cela passe entre autres par le fait que les hommes prennent en charge les tâches habituellement accomplies par les femmes et pour ce faire qu'ils soient également en grève du travail salarié!

La mobilisation de millions de personnes a été une puissante légitimation du mouvement féministe. Que seront les manifestations du 8 mars prochain dans l'État espagnol ? Là-bas, comme ici, comme de par le monde, la puissance de la grève sera le véritable enjeu de la mobilisation.

VIOLENCES CONTRE LES FEMMES ET LES ENFANTS DANS LA SOCIÉTÉ PATRIARCALE

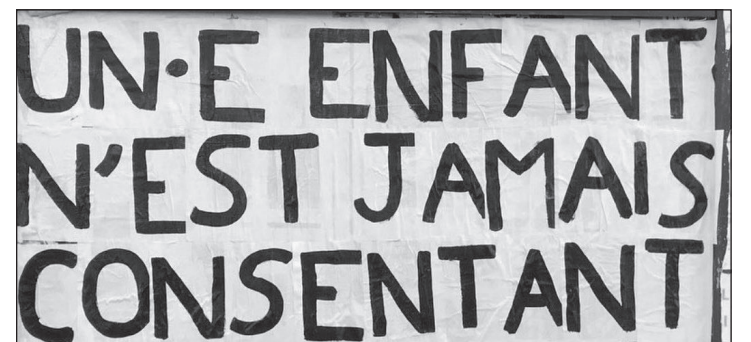
Si l'année 2020 a vu diminuer légèrement, en France, le nombre de féminicides, celui des violences faites aux femmes a, au contraire, bondi. D'après les chiffres du gouvernement, 24 800 viols ont été déclarés en 2020, avec une hausse de 11 % par rapport à 2019.

Les associations de terrain savent que ces chiffres sont très en dessous de la réalité : seulement une femme victime sur 10 fait la démarche de porter plainte, et le Collectif féministe contre le viol a recensé plus de 85 000 victimes de viol ou tentative de viol. D'une part, très peu portent plainte car ce crime implique généralement un conjoint ou un proche. D'autre part, l'accueil souvent déplorable dans les commissariats puis le traitement de la justice (qui condamne moins de 1 % des violeurs) constituent une seconde violence, insupportable elle aussi. Pourtant la vague lancée par #MeToo a permis de faire entendre les voix des victimes, et par son ampleur a amené une certaine prise de conscience dans la société. Aujourd'hui, le hashtag #MeToo-Inceste révèle un autre pan des violences sexistes.

L'inceste et les agressions pédocriminelles

Parmi ces violences, celles concernant les enfants ont longtemps été ignorées. Pourtant un enfant sur 10 serait victime de violences sexuelles dans sa famille, soit 6,7 millions de personnes en France, dont une très large majorité de filles¹.

Jusqu'à récemment, le tourisme pédocriminel dans les pays pauvres était considéré avec complaisance et l'on débattait du «droit» des enfants en France à avoir des relations sexuelles avec un adulte, sans questionner le rapport d'emprise qu'un adulte peut avoir sur unE enfant ou unE adolescentE.



DR

Vanessa Springora, qui a été une des jeunes victimes de Gabriel Matzneff, a justement dévoilé toute l'imposture de ce «*consentement*»². Au-delà de la dénonciation de son prédateur, cette autrice révèle une société complice, qui a admiré un quinquagénaire séduisant une adolescente de 14 ans, tout en rédigeant des récits très explicites de sa consommation de jeunes garçons en Asie. S'agit-il d'une «autre époque», comme on peut l'entendre ? Ce qui est sûr, c'est qu'à notre époque, les voix des victimes résonnent plus fort. Récemment, de fortes mobilisations ont eu lieu autour du cas emblématique de Julie, violée à 14 ans par 20 pompiers et dont la justice a méprisé la parole.

Culture du viol et société patriarcale

Les violences contre les femmes et contre les enfants s'inscrivent dans un même schéma de domination, fondée sur l'autorité du pater familias. C'est dans la famille hétérosexuelle que s'apprennent les relations de pouvoir, du mari sur la femme, des parents sur les enfants. Comme l'écrivait Marx,

«*dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétariat.*» Ainsi, pour l'anthropologue Dorothee Dussy, «*l'inceste est le paroxysme de la domination masculine*».

Depuis les théories freudiennes assimilant les souvenirs traumatiques à des fantasmes enfantins, jusqu'aux concepts masculinistes comme le «*syndrome d'aliénation parentale*», la parole des enfants est déniée, et les mères forcement coupables. La présomption d'innocence du potentiel agresseur se transforme en présomption de mensonge concernant les victimes. La société tout entière diffuse une culture du viol, où la souffrance des victimes est méprisée, voire érotisée.

Ces violences perpétuent un système de domination, où chacunE doit rester à sa place. Donc chaque parole qui se libère contribue à ébranler l'ordre patriarcal. C'est pourquoi la place des militantEs révolutionnaires est d'accompagner et de soutenir ces mobilisations.

1 – Enquête Ipsos 2019.

2 – Vanessa Springora, *le Consentement*, Grasset, 2020.



DR

AUTOMOBILE Renault veut continuer à bloquer les salaires

Renault a annoncé huit milliards d'euros de déficit pour l'année 2020. Un chiffre qui veut effrayer et préparer à de nouveaux sacrifices pour les seuls salariéEs qui ont continué à travailler en pleine pandémie.

Les comptes d'une méga-entreprise mondialisée comme Renault mélangent l'argent qui est versé aux salariéEs ou qui provient des ventes de voitures avec tout ce qui est valorisé à partir de revenus d'actions cotées en Bourse, d'évaluation largement au pifomètre des coûts des machines et des installations, des provisions pour les dépenses futures, etc. Les comptes consolidés d'une méga-entreprise n'ont rien à voir avec le budget d'un ménage.

Augmenter les salaires n'est que justice

Les huit milliards d'euros sont l'addition de cinq milliards d'euros imputables au déficit de Nissan, de un milliard d'euros de frais de restructuration à venir et de deux milliards directement liés à une perte d'exploitation de Renault. Et même ces deux milliards d'euros devraient être analysés en observant vraies dépenses, vraies recettes et vrais tripatouillages.

Pendant l'année 2020, et le Covid-19, la baisse des ventes d'automobiles de Renault a été du même ordre de grandeur que celle de tous les autres constructeurs automobiles, aux environs de 20%.

Le poste le plus important de la perte est donc celui du déficit de Nissan dont Renault est actionnaire. Les actions, cela monte et cela baisse : pendant 20 ans Renault, pour le bénéfice de ses propres actionnaires, a encaissé des dividendes en provenance de Nissan pour des montants se chiffrant en dizaines de milliards d'euros. Et en 2020 c'est l'inverse.

L'essentiel du déficit, sept milliards sur huit, a été constaté au premier semestre de l'année 2020. Le second semestre a été bénéficiaire pour Renault, avec même une marge opérationnelle de 3,5%. Ce résultat provient d'une accélération du plan d'économies de De Méo réalisé à plus de 60% alors que seulement 30% étaient prévus pour l'année 2020. Renault utilise ces résultats pour expliquer le refus de toute augmentation générale des salaires. La dernière réunion de « négos » salaires s'est tenue aujourd'hui chez Renault. 0% d'augmentation générale, 0% d'augmentations individuelles (seule 0,2% pour l'ancienneté légale et quelques passages de coeff. 400 et « cadres »). La seule exception concerne les dirigeants dont les rémunérations et les augmentations individuelles ne sont pas rendues publiques. Alors qu'ils sont responsables et coupables ! En plein covid les travailleurEs ont continué à travailler au mépris de leur santé. Une augmentation générale des salaires, ce n'est que justice ! C'est une exigence qui monte dans tous les établissements.

Blog NPA auto-critique

SNCF UsagerEs et cheminotEs pas près de se laisser rouler

Le PDG est donc satisfait, au bord de ce trou béant. Il a d'ailleurs décliné toute responsabilité. Pas sa faute. L'année 2020 a d'abord commencé par une détestable grève à l'hiver (ça coûte un max aux patrons, les grèves !), puis on s'est enfoncé dans le tunnel de la pandémie, dont on ne voit pas le bout. D'où une chute de fréquentation et de chiffre d'affaires de plus de la moitié sur les grandes lignes : les familles confinées sont moins parties en vacances, mais surtout les hommes d'affaires et/ou les salariéEs en télétravail habitués des TGV ou Eurostar ont déserté. Pour ce qui est des ouvrierEs et employéEs, pas de souci : ils ont continué à s'entasser dans les trains de banlieue ou TER pour aller au boulot. Reste le trou qu'il va falloir combler en cherchant à se payer sur les usagerEs comme sur les cheminotEs. Sur l'État aussi, par le recours au chômage partiel, non négligeable et prolongé pour 18 mois par un récent accord avec UNSA-CFDT et Sud... mais sans oublier que l'argent de l'État est celui des usagerEs et cheminotEs contribuables. On en revient donc aux deux mamelles de la SNCF.

Sur le dos des usagerEs ?

Il faudrait évidemment que le TGV reparte. Mais la SNCF annonce de l'innovation : une politique de bas coûts, voire prix cassés, qui lui permettrait de gagner une nouvelle clientèle (plutôt jeune et peu friquée). En tête de gondole pour la mi-avril, bien qu'un peu mal tombé pour Farandou : un aller-retour quotidien Paris-Nice à 19 euros qui mènerait direct à la promenade des Anglais... fermée au public, dans une ville en confinement le week-end ! En attendant, on peut expérimenter depuis la mi-janvier un Paris-Lille pour week-end et jours fériés à 10 euros... qui fait voir du paysage, car à la différence du TGV qui fonce vers la capitale des

Le mercredi 24 février, le PDG de la SNCF Jean-Pierre Farandou a présenté les résultats annuels du groupe. Déficit moins important que prévu : 3 milliards plutôt que les 5 milliards annoncés il y a quelques mois, le chiffre d'affaires de 30 milliards n'aurait baissé que de 14%.



WIKIMEDIA COMMONS

Hauts-de-France en une heure, ce Corail revisité met deux heures et vingt minutes. Il y aurait aussi des Paris-Nantes, Paris-Bordeaux, et de nouveaux trains de nuit vieilles couchettes, moins chers même que les Ouigo... pour des trajets bien plus longs, dans des wagons historiques. La direction de la SNCF mise sur l'accroissement de la clientèle pauvre. Bien vu !

Sur le dos des cheminotEs ?

La direction de la SNCF poursuit ses efforts dits de « productivité ». Selon le *Bilan social 2019*, 7 000 postes ont été supprimés en trois ans, de 2017 à 2019. Mais pas de licenciements à la SNCF, « les choses se passent tranquillement » selon son PDG : départs en retraite, découragements... Sauf que ça veut dire davantage de boulot pour celles et ceux qui restent. Tout là-haut, Farandou jongle avec ses statistiques... Tout

en bas, sur une multitude de chantiers, les cheminotEs frappés de plein fouet par des conditions de travail détériorées par le manque d'effectifs commencent à s'agiter et à multiplier les journées de grèves et débrayages. Il y a comme un « climat » à possible emballement. Température réelle ou « ressentie » ? En tout cas le « ressenti » est là !

Changement d'ambiance à la SNCF

On ne peut lister ici qu'une infime partie des escarmouches : des débrayages dans des technicentres du Landy (Paris-Nord), de Châtillon, du TSEE (Paris-Gare de Lyon) et de Hellemmes (Lille) ; des journées de grève de contrôleurEs dans la région de Valenciennes ou de Tours ; des débrayages de 59 minutes chez des conducteurEs ou sur des chantiers de travaux, etc. Les réactions sont multiples face aux tentatives de la direction de rogner sur les effectifs par petits paquets, sur des sites et « chantiers » généralement peu nombreux où deux collègues en moins ici, trois ou quatre en moins là, ça peut sacrément vous pourrir la vie. Le mercredi 24 février,

cela s'est traduit par un « dépôt de sac », c'est-à-dire une grève intempestive ne respectant pas la procédure légale d'annonce préalable, chez des conducteurEs du RER A et de lignes du réseau Saint-Lazare en région parisienne – qui a paralysé le trafic pendant vingt-quatre heures – en réponse à l'agression d'un conducteur. Les gares et sites dont la désertification déjà bien entamée s'aggrave avec la pandémie, deviennent des zones dangereuses. Mais c'était aussi le coup de sang contre les sous-effectifs et les bas salaires (qui n'ont pas bougé depuis 2012 et s'invitent dans cette période sensible de « notations » d'où découlent l'avancement ou pas, l'augmentation ou pas).

Il y a un changement d'ambiance à la SNCF – une entreprise où, depuis 2014, sans remonter plus loin, de vraies grèves ont éclaté tous les deux ans. Rien n'est écrit certes, mais la direction elle-même est attentive, partagée entre des tentations de réprimer ici ou là, et une confiance dans la prédisposition des directions syndicales à ne pas mettre le feu aux poudres voire à en éviter les départs...

CorrespondantEs

SNCF Chacun sa route, chacun son train !

À partir du 16 janvier, uniquement le week-end, circulera un TER Hauts-de-France faisant la liaison Lille-Paris (via Douai, Arras...) en 2 h 20. C'est deux fois plus long qu'en TGV, mais la SNCF fait sa promo en vantant le prix du billet : 10 euros (ajoutons : à partir de, et sous conditions).

Pendant que de multiples lignes régionales ferment ou sont déjà fermées, la SNCF avec l'appui de la Région fait circuler des trains sur un trajet déjà desservi par OuiBus (filiale SNCF), OuiGo (filiale SNCF) et TGV INOUI (GPF SNCF). C'est encore et toujours sa propre concurrence que la SNCF organise...

Les nantis et les autres

Au bénéfice de qui ? La grande vitesse, financée

par l'argent public, s'affirme comme un privilège de nantis. Les pauvres ont bien le temps, eux, et feront peu de cas du confort inférieur des rames TER. Pour la boîte, du matériel et des agents TER qui font Lille-Paris le week-end, c'est aussi une belle opération économique. L'offre devrait trouver son public puisqu'elle vise les personnes trop « pauvres » pour se payer un billet de TGV INOUI... c'est-à-dire beaucoup de monde.

Correspondants



CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT -- L'enfumage du prétendu écolo Macron ne passe pas

Avec la Convention citoyenne pour le climat (CCC), Macron pensait trouver le moyen de s'offrir un brevet d'écologie, un vrai certificat d'action climatique. Sa manœuvre a échoué et il a lamentablement raté son numéro d'enfumage...

Sur les 150 participantEs à la Convention, les 119 personnes qui se sont réunies ce week-end pour évaluer les réponses gouvernementales, en particulier la loi « climat et résilience », n'ont pas été dupes. Globalement, comme dans le détail de chacune des propositions de la Convention, leur jugement est sans appel, et la note attribuée à la copie du

gouvernement tourne autour de 3/10. À la question « Les mesures du gouvernement permettront-elles de réduire de 40% les émissions d'ici 2030 ? », la moyenne des réponses est même de 2,5/10 !

« Les mesures ont été transformées en mesurette »

Après s'être engagé sur l'honneur à reprendre « sans filtre » les propositions

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

L'État organise la casse du service public

La crise sanitaire a mis en lumière l'utilité sociale de professions qui se sont retrouvées en « première ligne » dans la vente, la manutention, l'accompagnement des personnes âgées... métiers pour lesquels des jeunes se forment en lycée professionnel. Et pourtant le gouvernement accentue sa politique de casse de l'enseignement professionnel public.

Le pouvoir a fait le choix de fragiliser encore plus les lycées professionnels (LP) qui scolarisent massivement la jeunesse des milieux populaires, issue des zones rurales ou des quartiers défavorisés.

Élèves de seconde zone

La poursuite à marche forcée de la « transformation de la voie professionnelle » est un rouleau compresseur qui va accentuer le tri social dans les LP. La disparition de fait du BEP, la diminution des heures d'enseignement en particulier pour les matières générales fragilisent la scolarité des élèves les plus en difficulté. Depuis des années, les gouvernements successifs prétendent revaloriser l'enseignement professionnel alors qu'ils font l'inverse : les élèves avaient perdu 692 heures d'enseignement pro en 2009 du fait du passage du Bac pro de quatre à trois ans. Avec la réforme en cours ce sont 292 heures supplémntaires qu'elles et ils perdent. Cette réforme leur fait perdre 1/3 des heures de français et histoire-géographie, presque autant en langues vivantes en bac pro et la moitié des heures



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

en CAP. Autant dire qu'elle renforce leur assignation à la situation d'élèves de seconde zone avant de les condamner à des postes subalternes avec de grandes difficultés pour s'inscrire dans des évolutions professionnelles ultérieures. Pour la rentrée, c'est la suppression de centaines de postes d'enseignantEs qui est annoncée car cette contre-réforme de la voie pro est aussi là pour faire faire des « économies » à l'État. Il faut ajouter à cela une sous-dotation

généralisée des LP en heures d'enseignement qui ne permettra même pas d'assurer auprès des élèves les horaires inscrits dans les textes réglementaires !

S'opposer à ces logiques

Cette casse de l'enseignement pro est renforcée par la mise en œuvre de la loi Pénicaud de 2018 dite de « *liberté de choisir son avenir professionnel* » (sic). En modifiant l'affectation de la taxe d'apprentissage, la loi permet d'assécher

le financement en équipement de l'enseignement professionnel et technologique. En 2021, les lycées pros et technologiques ne vont toucher que 28 millions d'euros alors qu'ils percevaient 50 millions avant la réforme, sans aucune compensation de l'État ou des régions. Le gros de la taxe (87 %) va désormais directement à l'apprentissage. L'objectif est clair : on déshabille le service public au profit d'un apprentissage confié à la responsabilité des entreprises... Apprentissage qui a par ailleurs bénéficié en raison de la pandémie de plus d'un milliard d'euros débloqué par l'État ! Tout est mis en place pour offrir au patronat encore plus de main-d'œuvre peu coûteuse et corvéable à merci. L'heure est donc à créer les conditions d'une mobilisation pour s'opposer à ces logiques. Remobilisation nécessaire des personnels qui en 2019 s'étaient massivement mis en grève pour dire leur refus de ces contre-réformes. Mais aussi mobilisation de la jeunesse qui a d'autres aspirations que l'avenir que veulent lui imposer le gouvernement et le patronat.

Correspondant

ASSURANCE CHÔMAGE Réforme « nouvelle version » : c'est toujours non

Sous le titre « Le chômage baisse de 0,9 point en janvier » une certaine presse se réjouit de la situation de l'emploi... Pourtant, il n'y a pas vraiment de quoi, a fortiori avec le retour de la réforme de l'assurance chômage.

Toutes catégories confondues, il y a toujours 6 millions d'inscritEs à Pôle emploi. Pour les personnes en catégorie A (n'ayant aucun emploi mais étant en recherche active d'un contrat quel qu'il soit, CDI, CDD, emploi saisonnier, temporaire ou à temps partiel), c'est + 8,8 % en 1 an... Et les derniers chiffres du ministère du Travail donnent une idée plus précise en indiquant que le nombre de fins de contrat liées à un PSE a dépassé les 100 000 depuis mars 2020 (103 392 exactement), soit trois fois plus que pour la période précédente. Sont concernées, dans la moitié des cas, des entreprises de plus de 1 000 salariéEs. À cela il faut rajouter 6 900 procédures de licenciement économique concernant des entreprises de moins de 10 salariéEs.

Baisse des allocations

C'est dans ce contexte particulièrement difficile que le gouvernement persiste à maintenir sa réforme de l'assurance chômage ! Les allocations (pour celles et ceux qui en ont, c'est-à-dire moins de la moitié des chômeurEs)) sont certes prolongées jusqu'au 30 juin, l'entrée en vigueur des nouvelles modalités de calcul est repoussée (suite notamment à la censure du Conseil d'État) mais le gouvernement compte imposer cette régression d'ici l'été prochain. Pour contourner le Conseil d'État et appliquer quand même sa réforme, le gouvernement modifiera les règles de calcul du salaire journalier de référence mais en appliquant un plancher. Résultat : les allocations ne seront pas divisées par quatre mais par presque deux (43 % maximum). Exemple concret : unE salariéE qui a travaillé six mois au SMIC touche actuellement 975 euros par mois pendant 6 mois. Avec le plancher l'allocation tombe à 659 euros (285 euros avec le projet initial).

Les chômeurEs vont devoir rembourser

Par ailleurs, pour « compenser » l'exclusion de milliers de personnes suite à l'allongement de la durée de travail nécessaire pour ouvrir des droits, le gouvernement a mis en place une prime pouvant atteindre 900 euros. Difficile de savoir combien de personnes l'ont touchée, tant les conditions étaient restrictives : être inscrit entre novembre 2020 et février 2021, avoir travaillé 138 jours en 2019 (dont 70 % du temps en CDD ou intérim), ne pas avoir une allocation journalière supérieure à 33 euros... CertainEs n'ont pas reçu la prime alors qu'ils et elles y avaient droit et, inversement, certains l'ont reçue « par erreur ». Et Pôle emploi ose annoncer que les personnes dans ce cas vont devoir rembourser ! Pour faire payer les chômeurEs ce gouvernement ne recule vraiment devant rien...

Correspondant

CALVADOS Colère des salariéEs contre les suppressions d'emplois

L'entreprise, qui a touché 200 000 euros de subventions publiques cette année et qui possède un milliard de fonds propres, argue du vieillissement de l'outil de production, et pour cause : aucun investissement n'a été fait avec cet argent depuis trois ans.

Faible espoir de trouver un autre emploi

Pour appliquer ce PSE, la direction a mis en place un système de points pour touTEs les salariéEs du site en fonction de plusieurs critères dont l'ancienneté, les qualifications et le nombre d'enfants. Plus on a de points, plus on a de chance de rester. Ainsi, tout le site sera réorganisé et personne ne sait encore qui sera mis sur le carreau (quatre salariéEs seront licenciéEs dès septembre prochain). La moyenne d'âge est assez

Le groupe Agrial a décidé de supprimer l'embouteillage à la cidrerie de Livarot dans le Calvados : à la clé, 27 postes supprimés sur 51 d'ici 2022.

élevée et tout le monde habite dans les parages. L'espoir de trouver un autre emploi est faible et si deux autres sites de la branche proposent une dizaine de postes, ce n'est pas une réelle perspective pour les salariéEs ainsi mis en concurrence et dont les « heureux élus » devraient de toute façon déménager, car les sites se situent à plus de 100 kilomètres. En réaction, les salariéEs comptent sur des cabinets d'expertise mandatés par la CFDT, seul syndicat présent à la cidrerie, pour mettre le nez dans les comptes des différents sites afin de prouver que le groupe n'est pas en difficulté. Ils et elles diffusent également des tracts dans Livarot, appellent à des rassemblements de soutien,



DR

envisagent de bloquer plusieurs magasins. Ils comptent aussi organiser des débrayages pour les prochains CSE. La perspective d'une coordination avec d'autres travailleurEs concernés par des

PSE pour construire un front large contre les licenciements apparaît comme très précieuse pour sortir de l'isolement et envisager une suite plus favorable.

Correspondant

Paroles de membres de la Convention citoyenne

« On est venu nous chercher pour faire un travail mais finalement, nos avis, ils n'en tiennent pas compte », a regretté Benoît. Thierry, lui, a dénoncé « une fumisterie », « le gouvernement nous a méprisés ». « On a été pigeonné », a ajouté Nicolas. « On s'est servi de nous comme d'un mouchoir de poche », a poursuivi Nadine. « Il y a tromperie sur le produit et je pèse mes mots », a déclaré Claude. « On est écéœuré, c'est riquiqui ce qu'il contient par rapport à ce que l'on avait proposé », a enchaîné Yolande. « Il ne s'agit pas d'être pessimiste ou optimiste mais d'être réaliste », a continué Jean-Pierre. « Je constate le peu d'exigence du gouvernement envers lui-même. Il n'est pas à la hauteur de ses propres objectifs. Son projet de loi trompera sûrement une partie de la population mais il ne trompera pas le climat ». « Notre travail a accouché d'une souris et on ne peut pas s'en contenter, a estimé Pierre. Tout retard pris sur nos engagements nous précipite vers l'emballement climatique et la fin de l'humanité. C'est criminel. Il n'y a pas de compromis possible ».

Extrait de Gaspard d'Allens, « Macron et le climat : 3,3 sur 10, selon la Convention citoyenne », Reporterre, 1^{er} mars 2021.



DR

de la CCC, Macron avait dès le début éliminé les mesures les plus radicales : la taxe de 4 % sur les dividendes pour les entreprises qui en verseraient plus de 10 millions par an, la limitation de la vitesse à 110 km/h sur autoroute, le

moratoire sur la 5G... Et pour celles qui restent, « les mesures ont été transformées en mesurette », selon une des 119. Ce gouvernement est incapable de tenir ses propres engagements... déjà totalement insuffisants ! Ainsi, si l'on veut

avoir une chance sur deux de ne pas dépasser une augmentation de 1,5 °C de la température moyenne tout en respectant la justice sociale et climatique, ce n'est pas de 40 % que les émissions devraient baisser mais de 58 % à l'échelle mondiale, et donc beaucoup plus (65 %) dans l'Union européenne...

Après la condamnation de l'État pour « inaction climatique », ce nouvel épisode doit donner un nouvel élan aux mobilisations pour « changer le système pas le climat », pour imposer la sortie des énergies fossiles, donc la réduction radicale des productions et des transports inutiles. Le rendez-vous lancé par Youth For Climate, rejoint par de nombreuses organisations pour les 19 et 20 mars prochains, avec une grève scolaire et des manifestations, en est une des prochaines étapes.

Commission nationale écologie

Communiqué

Solidarité avec le peuple birman !

Le 1^{er} février 2021, l'armée birmane a renoué avec sa tradition putschiste en déposant le gouvernement et arrêtant de nombreux militantEs politiques, associatifs et artistes. La clique de militaires menée par Min Aung Hlaing, le chef de l'armée, n'a pas supporté la défaite cinglante de son parti, l'USDP, aux élections parlementaires de novembre dernier. La LND, parti d'Aung San Suu Kyi avait en effet obtenu le score de 83 %, ne laissant que 33 sièges à l'USDP en plus des 25 % attribués d'office à l'armée. Cette large majorité et la dynamique populaire qu'elle exprime, de manière certes déformée, pouvaient faire craindre à l'armée des réformes démocratiques dont le putsch démontre – s'il le fallait – l'urgence.



WIKIMEDIA COMMONS

La plus grande révolte de l'histoire moderne du pays

Les putschistes, Min Aung Hlaing en premier lieu, sont tristement célèbres pour le génocide contre les Rohingyas après l'avoir été pour la répression contre les moines en 2007 lors de la « révolution de safran », et pour la répression de la minorité Karen. Après avoir passé des décennies à amasser une fortune considérable grâce à ses participations dans les conglomérats les plus profitables du pays, il ne semblait pas disposé à raccrocher les galons en juin dernier et s'exposer aux procédures en cours devant les juridictions internationales qui le visent. Des centaines de milliers de jeunes, de travailleurEs, de paysanEs mais aussi d'infirmierEs, de moines, de juges se sont levés contre les putschistes. Ils étaient des milliers dans les rues du pays dès le 6 février. Les putschistes ont fait pleuvoir contre eux une répression aux multiples visages : l'intervention des forces anti-émeutes, des arrestations, de la censure d'Internet, jusqu'aux nombreux morts dans les manifestations, en particulier ce dernier week-end. Mais la junte a aussi acheté des pauvres – dont la pandémie actuelle a encore empiré la situation – et libéré des prisonniers pour les jeter contre les manifestantEs...

Mais cette répression insupportable, ces manœuvres, n'ont pour le moment pas entaché la détermination du peuple birman qui s'est à nouveau soulevé ces derniers week-ends dans la plus grande révolte de l'histoire moderne du pays. Le peuple birman peut également s'appuyer sur les expériences de mobilisations de ces derniers mois à Hong Kong et en Thaïlande dont elle a d'ailleurs adapté le signe de ralliement : les trois doigts levés.

Le NPA adresse au peuple birman toute sa solidarité militante dans son combat pour la liberté, la démocratie et pour des élections libres. Nous exigeons avec lui la reconnaissance des élections de novembre et la libération immédiate de tous les prisonniers politiques.

Montreuil, le 1^{er} mars 2021.



L'Anticapitaliste

Abonnez-vous (page12)

Écriture inclusive

Les princes au petit point médian

65 députéEs dont le fessier, malgré un épais matelas de machisme, est irrité par le point médian et l'écriture inclusive, veulent une loi pour en interdire l'usage dans les documents administratifs. ChoquéEs par les « administré-es », les « employé-es » ou les « cher-es ami-es »...

Pour refuser une langue (et donc une pensée) non sexiste, ces parlementaires avancent que l'usage du seul masculin serait plus simple. Ce serait un « masculin générique », prétendument neutre, qui « inclut » les femmes. En fait, ce masculin générique est celui de la règle « le masculin l'emporte (toujours) sur le féminin » !

Spectatrice, mais pas autrice

Et c'est méconnaître que des « dizaines d'expériences de psycholinguistique prouvent qu'on se représente des hommes quand on entend parler d'un groupe au masculin »¹ ou que les femmes répondent moins à une offre d'emploi pour un « électricien (H/F) » que pour un « un électricien ou une électricienne ». Malgré la féminisation des noms de métiers, la possibilité pour les femmes de choisir un « métier d'homme » reste faible et écrire seulement la forme masculine maintient leur statut aux métiers réputés masculins (une maçonnerie ? impossible, ricanent les machos idiots). Remarquons que lorsqu'un « métier féminin » devient accessible aux hommes, le nom n'est pas masculinisé : pas d'hôtes de l'air, ils sont agents de bord. En 1801, on interdisait le mot « autrice » parce qu'une femme ne peut pas, sauf exception, écrire un livre, mais on garde « spectatrice » parce qu'il « est dans l'ordre que les femmes aiment le spectacle, la poésie ». Autant pour ceux (et

celles...) qui refusent « autrice » parce que c'est moche : c'est seulement qu'on en a perdu l'habitude. Une autre perte : les prud'femmes. Le nom et la fonction existaient au Moyen Âge, jusqu'à la Révolution, mais aujourd'hui l'Institut de la langue française nous demande de dire « femme prud'homme », le sexisme a la mémoire courte !

« Françaises, Français »

Et ces députés si épris de tradition n'ont pas remarqué que depuis le général de Gaulle, les présidents parlent l'inclusif en commençant leurs discours par un « Françaises, Français » !

Une écriture et une grammaire non sexiste, ce n'est pas plus compliqué que ça : exprimer qu'il n'y a pas que des hommes qui travaillent, qui manifestent... en employant un nom qui marche pour tout le monde (les élèves), en doublant le nom (les lycéennes et les lycéens – et en commençant par le féminin c'est encore mieux), en ajoutant la terminaison féminine (les lycéenEs, ou les lycéen-es). Les mots féminins se terminant en -euse ou en -ice correspondent au masculin -eur, dans *L'Anticapitaliste* on a choisi il y a longtemps d'écrire travailleurE, facteurE ce qui a l'avantage de la simplicité et de la brièveté quand la place attribuée à un article de journal ou de tract est limitée, mais a le défaut d'écrire un mot qui n'existe pas – et s'il existait il aurait le défaut à l'oral de marquer moins clairement le féminin. Quand on

entend autrice, on entend qu'il s'agit d'une femme ; « auteure » est sans doute mieux accepté parce que justement le mot est plus neutre. Remarquons aussi que l'habitude est prise d'écrire « travailleur-euse » plutôt que « travailleuse-eur », on voit qu'inclure les femmes n'implique pas forcément de les penser au premier plan !

Une langue à (ré-)inventer

Des normes sont à inventer, une commission du Haut conseil à l'égalité y travaille, concernant les accords de majorité et de proximité (ne disons plus que le garçon et ses dix sœurs sont beaux) et le point médian. Mais une langue est vivante, elle évolue avec les usages, pas en suivant ce qui est prescrit. Les prescriptions qui aux 18^e et 19^e siècles ont supprimé des noms féminins et l'accord de proximité, appuyaient le combat politique des sexistes disposant d'un pouvoir bien plus grand qu'un manuel de grammaire. Ce sont nos combats féministes, antisexistes qui font évoluer la langue aujourd'hui.

Le point médian rend-il la lecture difficile ? Quand on lit « M. Martin » personne ne lit dans sa tête ou à voix haute « ème point martin », habituons-nous à lire « cher-es collègues » et à comprendre « chères et chers collègues ». Et obligeons les concepteurEs de logiciels à ajouter une touche sur les claviers ! Par ailleurs, écrire de façon non sexiste, ça ne doit pas seulement consister à parsemer de E, de -e, de

/euse un texte après son écriture. Il faut le penser autrement : pour un article sur une boîte en lutte, on cherchera quelle proportion de femmes y travaillent et on indiquera en quoi ça change la donne en termes de revendications, de combativité (les femmes sont plus combattives), de disponibilité (les femmes ont souvent d'autres responsabilités). Ça permettra aussi de remarquer que peut-être la représentante syndicale de cet atelier où travaillent 80 % de femmes est... un homme.

Mais l'écriture inclusive est une féminisation, ne renforce-t-elle donc pas la binarité, le caractère genré de la langue française ? Les personnes non binaires utilisent la féminisation pour trouver les mots qui les expriment, inventent par exemple le pronom « iel », et incitent tout le monde à pousser toujours plus loin la réflexion sur comment la langue façonne ce que nous sommes et ce que nous disons.

Isabelle Guichard

1 – Extrait d'un texte de la chercheuse Éliane Viennot, publié sur sa page Facebook.
À lire pour en savoir plus et s'exercer : Michaël Lessart et Suzanne Zaccour, *Manuel de grammaire non sexiste*, Syllepse ; Céline Labrosse, *Pour une langue non sexiste* : <https://langagenonsexiste.ca/> Et pour s'amuser de comment un éminent philosopheur (le féminin de philosopheuse) peut dire que l'écriture inclusive « c'est lacérer la Joconde » : <https://blogs.mediapart.fr/merome-jardin/blog/011017/enthoven-ecriture-inclusive-et-faconnage-des-consciences>

Grand projets inutiles

Oui aux terres de Gonesse pour cultiver l'avenir !

Mardi 23 février à 6 heures du matin les « forces de l'ordre » ont évacué la zone à défendre (ZAD) du Triangle de Gonesse (Val-d'Oise) et arrêté les personnes présentes, qui ont ensuite été emmenées au commissariat de Pontoise.



NPA

Vendredi 19 février, le tribunal de Pontoise avait ordonné l'évacuation sans délai du terrain, propriété de l'Établissement public foncier d'Île-de-France (EPFIF).

C'est la convergence d'intérêts et de points de vue entre un élu local (Jean-Pierre Blazy, le maire PS de Gonesse), la présidente de l'EPFIF et du Conseil régional d'Île-de-France (Valérie Pécresse), et le

gouvernement, qui a permis au préfet du Val-d'Oise de déclencher l'évacuation, avec une extrême célérité afin de bénéficier d'un effet de surprise en cette période de vacances scolaires.

À l'appel du CPTG, ce sont plusieurs centaines de personnes qui se sont rassemblées vendredi 26 devant la préfecture du Val d'Oise et samedi 27 février, place de Stalingrad à Paris.

Ce coup de force n'entamera rien la détermination de toutes celles et tous ceux, partis, associations, militantEs de différents engagements, qui ont lutté jusqu'à maintenant contre l'artificialisation des terres de Gonesse et pour la mise en œuvre du projet CARMA car ce combat s'inscrit dans celui qui prépare le monde de demain. **Correspondants 95**

Essai

La permaculture ou l'art de réhabiter, de Laura Centemeri

Éditions Quae 152 pages, 16,50 euros.

La permaculture suscite depuis quelques années une abondante littérature qui laisse croire qu'il s'agirait d'une technique agricole à petite échelle, dans un environnement local. La mise en valeur de ces notions durant l'épisode Covid, et l'effondrement systémique en cours, encouragent à s'intéresser de plus près à ce mouvement, né dans les années 1980 en Tasmanie du besoin de réhabiter des terres usées en inventant une éthique écologique respectueuse tant de l'environnement que des personnes.

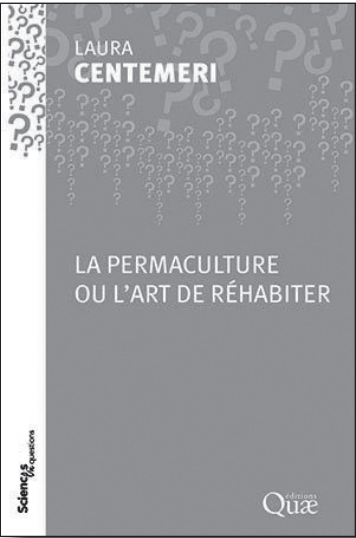
Des idées reçues au projet politique et social à portée universelle
 Contrairement donc à des idées fréquemment répandues, la permaculture n'est pas une technique agricole, elle est un mouvement social et politique, une philosophie, un art de vivre, une approche systémique, qui trouve sa réalité dans chaque contexte au lieu de s'imposer à lui. Laura Centemeri, chargée de recherche au CNRS en sociologie de l'environnement, a étudié la permaculture comme figure pratique du *care* environnemental. Le mouvement se revendique plus au départ comme culturel que politique, ce qui lui vaut d'être récupéré même par des mouvements réactionnaires et xénophobes, soucieux uniquement de leur autosuffisance. Heureusement cette tendance n'est pas représentative.

Laura Centemeri s'applique a contrario à mettre en lumière la dimension de mouvement social, donc politique de la permaculture: «*La permaculture n'est donc pas simplement une méthode qui guide la conception d'un système socio-écologique conçu pour être pérenne: il s'agit également d'une vision du monde, sur le plan éthique et politique*». L'ouvrage reprend l'historique du mouvement et analyse la pensée des initiateurs Mollison et Holmgren pour démontrer son caractère universel, adapté aussi bien aux problèmes des peuples autochtones qu'à la réhabilitation des milieux épuisés par la surexploitation ou la pollution, permettant de recréer un milieu nourricier et sain à partir des traditions locales.

Ancrage territorial/réseau international
 Partie du monde austral, la permaculture s'est répandue partout car elle répondait aux exigences locales de renaissance, d'indépendance, de justice sociale et d'émancipation. «*Ayant vocation à être une proposition capable de circuler au-delà des différences géophysiques et climatiques aussi bien que culturelles et politiques des territoires, la méthode permaculturelle peut faire l'objet de plusieurs formes d'appropriation, chacune accentuant certaines de ses composantes*». Laura Centemeri introduit la notion de mouvement fluide et non scalable, «*la qualité de non-scalable renvoie à*

une forme de perméabilité du projet au contexte et aux dynamiques qui le façonnent». Ces caractéristiques de fluidité et de non-scalabilité ont placé la permaculture au cœur des mouvements altermondialistes, des luttes contre l'exclusion et en ont fait l'alliée des villes en transition.

L'émergence d'une société écologique ouverte
 Laura Centemeri consacre la seconde partie de son ouvrage à analyser le rôle de la permaculture dans l'émergence d'une forme alternative d'organisation sociale, face notamment à l'urgence écologique. Les principes de base des fondateurs «*prendre soin de la terre; prendre soin des personnes; limiter de manière volontaire la reproduction et la consommation [...] de manière à créer un surplus qui doit être employé pour prendre soin de la terre et des personnes*», résonne clairement avec le discours de réaction à la catastrophe en cours et à ses conséquences humaines, sociales, écologiques, économiques dans un «monde de ruines». L'auteur étudie les notions de réflexivité environnementale, de *care*, insiste sur la convergence entre inégalités sociales et inégalités écologiques, la biodiversité, la notion de valeur, et partant celle d'évaluation. Laura Centemeri pointe également les risques et les paradoxes, les «*choix tragiques*» qu'impose le *care*, la récupération par le capitalisme de la valeur créée à ses marges, la



problématique de l'économie du luxe, elle est à cet égard critique du mouvement «Slow Food», élitiste et lié aux intérêts financiers, qui sépare les questions de la réhabilitation et celle de la justice sociale. Ces propos sont éclairés par les nombreux projets en cours en Italie et les formes qu'y prend l'interdépendance des humains et non-humains avec leur milieu.

Une autre réponse
 En guise de conclusion, non conclusive, Laura Centemeri relie l'éthique de la permaculture à la notion orwellienne de «bon sens», elle insiste sur le caractère politique de la permaculture, résumé par la suprématie de la justice sociale, et concrétisé en Italie par l'engagement des permaculteurs dans le soutien et l'intégration des réfugiés. Ce court ouvrage est d'une extrême richesse et d'une grande actualité. Il permet au lecteur d'avoir une vision du mouvement permaculturel, du bouillonnement intellectuel et pratique qu'il représente, de ses enjeux, de ses engagements mais aussi de ses contradictions ou détournements, et de s'en saisir dans l'action.
Catherine Segala

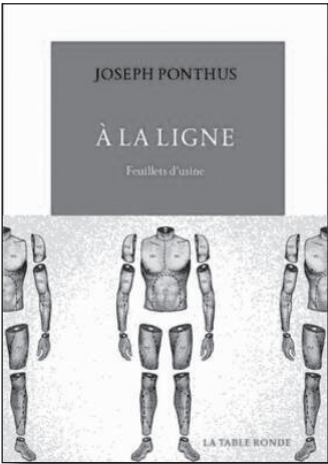
Disparition

Hommage à Joseph Ponthus

L'écrivain Joseph Ponthus est mort le 24 février d'un cancer, à l'âge de 42 ans. Nous republions, en guise d'hommage, une chronique de son remarquable ouvrage «À la ligne»¹.

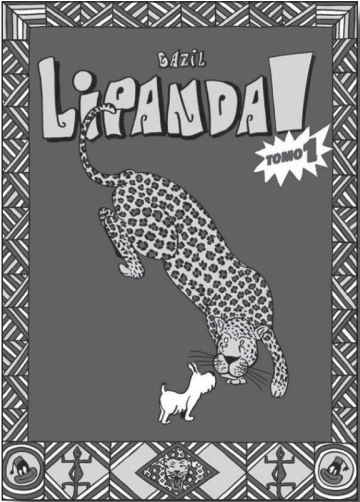
Éducateur spécialisé au chômage, ancien étudiant révolté, Joseph Ponthus se définit lui-même comme «*petit anarchiste de godille*». Il précise que ce n'est pas pour «*préparer la révolution*» qu'il travaille dans les usines agroalimentaires bretonnes, et ses réflexions sur la vie d'un travailleur intérimaire alimentent un livre en vers libres; une sorte de poème en prose dépourvu de perspectives politiques. La puissance et l'originalité de l'objet tiennent au fait que l'auteur ne se situe pas en extériorité des univers usiniers décrits: «*Je préfère que tu saches mon quotidien plutôt que tu sois dans l'imagination de la douleur*».

«Les ongles ont débarqué»
 La description dénonciatrice de l'usine est violente. Outre le sang des bêtes qui se répand et les carapaces de crustacés qui s'enfilent dans les doigts, les collectifs de travail, qui se constituent en permanence, sont éclatés et divisés. Par les statuts mais aussi le sexisme. Les intérimaires asservis à des changements de postes, des bouleversements d'horaires fréquents détruisant les formes de solidarité et de vies collectives. L'agence d'intérim appelle pendant la sieste pour annoncer des changements d'horaires pour le soir même. Risquer de rater l'appel, c'est s'exposer à ne pas être repris. Entrer à l'usine c'est avoir sur soi, son «carnet», «petit format», où les compétences sont évaluées avec des couleurs. Dans la poche, tous les jours, il ne sert à rien d'autre qu'à humilier et tous les chefs peuvent le demander. Choisir de travailler le samedi pour 50 balles de plus, s'effrayer de devenir un lanceur d'alerte face à un scandale sanitaire, sont symptomatiques de la soumission à l'ordre patronal de l'auteur qui s'envisageait comme un rebelle.



«C'est tellement speed que je n'ai pas le temps de chanter»
 Au niveau productif, la diversité des outils et des tâches est saisissante. L'individu est submergé dans un espace qui le dépasse. L'ouvrage réussit à donner chair aux chaînes. Lieux de la souffrance comme de la vengeance. Les blessures incurables sont présentes; pas le misérabilisme. L'activité physique permanente libère l'auteur de crises d'angoisse et autres traitements médicamenteux. Et puis pouvoir dérober crabes, homards et langoustes au patron n'est pas l'aspect le moins stimulant de ces industries. Le chant y existe. C'est son absence qui déroge à la norme. À la fierté des salariéEs d'être debout, le récit s'enrichit des rires et des sourires.
Kris Miclos
 Éditions la Table ronde, 266 pages, 18 euros.

1 – Publication originale dans l'Anticapitaliste n°463 (14 février 2019).



Le 30 juin 1960, il y a un peu plus de 60 ans, était proclamée l'indépendance du Congo belge. *Lipanda* (qui signifie «indépendance» en lingala, une des principales langues congolaises) est une BD fictive qui s'appuie néanmoins, avec humour, sur les événements tragiques qui menèrent à l'élimination par l'impérialisme du Premier ministre et dirigeant pan-africain Patrice Lumumba au profit de Mobutu. Pour nous faire assister et mieux comprendre le conflit, qui mieux que le grand reporter Pimpin qui déclare dès son arrivée: «*Le Congo n'a jamais été dans mes préoccupations...*»¹

«La Frite du soir» envoie son meilleur reporter à Léopoldville
 Bruxelles, 1959. Pimpin, journaliste belge de grande notoriété, est expédié en vacances au Congo, alors colonie belge. En réalité, Pimpin, après ses reportages à succès en Russie et en Afrique du Sud, manque d'inspiration. Son rédacteur en chef, Alain Mousart, en l'envoyant dans un pays

Bande dessinée

Lipanda, de Basil

Éditions Bang, collection CAOS 160 pages, 20 euros.

en pleine effervescence indépendantiste, espère qu'il va produire de nouveaux reportages réactionnaires qui mettent en avant les bienfaits de la colonisation belge pour la civilisation. En effet, pour Pimpin, «*les Congolais ne savent pas se gérer eux-mêmes...*» ou bien encore: «*Les Noirs dirigeant un État sans l'aide des blancs, ce n'est pas crédible*». Mais les indépendantistes et la gourmandise de son chien Mildiou vont lui permettre de voir une autre réalité.

La lutte pour l'indépendance du Congo
 À peine installé au Léopold Palace, Pimpin rencontre le correspondant local de son journal. Un ex-Rexiste² qui trafique avec les agents de la Sûreté de l'État répondant au nom de De Smeek et Duchmol. Tous aimeraient bien amener Pimpin dans une nouvelle croisade contre les «*communistes nègres*», sauf que Mildiou, par l'odeur alléchée, repère les indépendantistes en plein vol de «*fricadelles*»³ et se fait recueillir par la belle Kitoko. Parti à la recherche de son chien, Pimpin tombe aux mains des indépendantistes et de leur chef Patrick Lumba-Umba (Patrice Lumumba). Les indépendantistes ont un plan pour Pimpin. Se servir de sa notoriété en Occident pour lui faire raconter leur lutte pour des droits légitimes en le faisant passer pour un infiltré au sein du MNC (MNL pour son vrai nom). Pimpin refuse

d'abord puis se laisse convaincre par Kitoko dont il est tombé amoureux.

Une année tragique pour le Congo
 Lumba-Umba est passé de nationaliste modéré à une position beaucoup plus radicale qui oscille entre Gandhi⁴ et Fidel Castro. Ce dernier a d'ailleurs dépêché son fidèle Miguel (le Che évidemment) pour l'assister. Le gouvernement belge joue sur les rivalités entre ethnies pour affaiblir Lumba-Umba. Il envoie des troupes au Katanga pour soutenir le fantoche Tshasumbé (Moïse Tshombe), il soutient aussi le président Kava Zulu (Kasa-Vubu de son vrai nom) pour qu'il destitue Lumba-Umba. L'ONU s'en mêle, ainsi que – et surtout – la CIA qui joue la carte «*Mobulu*» (Mobutu, le général en chef de l'armée de Lumumba qui deviendra dictateur à vie). Tous les protagonistes de la tragédie vont se retrouver sur la route du Katanga pour une fin tragique et provisoire car il y aura un tome 2.

Une technique efficace qui allie la ligne claire à celle de Marcinelle!
 Basil (28 ans) est originaire de Besançon mais a fait toutes ses études à Liège, où il a obtenu un master aux Beaux-Arts. Il s'est exercé dans le monde du fanzine belge avant de publier l'excellent *American Dream*, qui le fit reconnaître dans le monde de la BD. Basil utilise les armes de la BD classique pour mieux l'adapter à son

récit. Il épouse à la fois la technique dite de la ligne claire dans le découpage de ses planches (quatre bandes divisées en trois ou quatre cases bien bordurées) et une représentation des personnages à la Marcinelle c'est-à-dire avec des gros nez et des phylactères (bulles) arrondis. Le trait très humoristique caricature à merveille les personnages, qu'ils soient européen ou africain, homme ou femme. L'ensemble dessin et couleurs reste très minimaliste pour assurer la fluidité d'un récit qui relate une tragédie avec des personnages de fiction ou non, mais tous connus des lecteurs. Basil touche la bêtise colonialiste là où ça fait mal et c'est particulièrement efficace. Bang Éditions est une maison d'édition de bandes dessinées basée à Barcelone, en Espagne. Elle publie des titres d'auteurs hispano-américains et franco-belges en Espagne et en France. Nul doute que le sujet colonial traité ici, même avec humour, sera rapidement classé comme «islamo-gauchiste» par Blanquer et Vidal. Ce qui renforce encore le besoin de lire et faire connaître la BD *Lipanda*.
Sylvain Chardon
 1 – Toute accusation de ressemblance avec le célèbre petit reporter du journal *le Petit 20^e* ne pourrait être qu'un montage pro-impérialiste provenant du château de Moulinsart.
 2 – Le Rex est un parti fasciste belge qui collabora avec l'occupant nazi.
 3 – La fricadelle est un plat national flamand se présentant sous la forme de saucisses et de boulettes.
 4 – Lumba-Umba a créé une brasserie de bière 100% congolaise et fait boycotter la bière belge d'importation tout comme Gandhi l'avait fait avec les tissus britanniques.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

★la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Contrats pour les « riders » et lourdes amendes pour les plateformes en Italie

Le 24 février 2021, le parquet de Milan a rendu public le résultat de l'enquête menée avec la Guardia di Finanza (Garde des finances, police douanière et financière italienne) : amendes pour un montant de 733 millions d'euros et obligation de mettre en place 60 000 contrats de travail parasubordonné¹ pour les riders (cyclistes-livreurs). Cette décision secoue le capitalisme digital et marque une victoire importante pour le réseau national RidersXIDiritti (RidersXLesDroits) qui, depuis plusieurs années, lutte contre les nouvelles formes d'exploitation des géants du food-delivery.

Une plateforme est une infrastructure numérique qui met en relation au moins deux groupes d'individus². Contrairement aux prétentions de neutralité et de coopération sociale, les plateformes digitales sont un moyen redoutable de captation et d'extraction de la valeur. Renforcées par le contexte de la crise sanitaire, les plateformes de food-delivery comme Deliveroo, Uber Eats, Glovo et Just Eat ont vécu une croissance exponentielle. Il s'agit d'un type de plateforme allégée (*lean*) qui ne possède pas les actifs desquels ils tirent leurs bénéfices et qui fournit donc avant tout un système d'intermédiation entre des prestataires qui travaillent à la demande et des clientEs qui passent les commandes. Le développement de ce modèle est lié aux processus de dérégulation et de financiarisation des activités économiques du secteur numérique, à la baisse des coûts de transaction mais aussi et, avant tout, à l'exploitation du travail. Les travailleurEs mettent à disposition leurs propres moyens de transport et sont rémunérés à la tâche à partir de métriques de performance (*le ranking*). Ils sont en outre privés des protections et des droits sociaux et doivent prendre en charge les éventuels dommages associés au travail de livraison des repas (accidents de la route, risques pour la santé dus à la pollution de l'air et à la crise sanitaire...).

Organiser les inorganisable

La décision du parquet italien confirme ce que les travailleurEs des plateformes dénoncent depuis cinq ans : le travail pour les géants du food-delivery n'est rien d'autre qu'une forme d'esclavage et de caporalisme digital. « Aux hésitations et à l'incapacité de la politique, à ceux qui voudraient continuer à nous exploiter sans revenus, sans droits et sans protections sociales, nous répondons avec la lutte et la détermination » déclarent les riders de la Riders Union Bologna. Des syndicats autonomes sont nés dans les différentes villes italiennes (Rome, Bologne, Naples...) et ont commencé à mutualiser leurs expériences, à échanger sur les conditions de travail et à organiser la grève. Ils et elles se sont en outre structurés pour garantir des masques et du gel aux riders et pour promouvoir des opérations de *screening*. Les nouvelles « Unions » se coordonnent et agissent avec l'appui de la Nidil CGIL, la structure syndicale née en 1998 pour représenter les travailleurEs atypiques. L'objectif est d'obtenir un contrat collectif qui garantit les protections fondamentales. Le 25 février, une centaine de travailleurEs issus des différentes



DR

organisations locales ont participé à une assemblée nationale sur Zoom et décidé d'organiser une journée de grève nationale le 26 mars. La grève, précisent-ils et elles, reste le principal moyen de lutte car elle implique un arrêt de l'activité économique. Cela demande une organisation particulière car les riders italiens ont besoin de sensibiliser les clientEs pour que, le jour J, ils et elles arrêtent les commandes via les plateformes en empêchant les patrons du digital de continuer leur activité.

Algorithme et lutte des classes

La pandémie semble avoir fonctionné comme un accélérateur dans

la prise de conscience : alors que les riders sont désormais considérés comme des travailleurEs essentiels, ils et elles voient leurs tarifs baisser, ils et elles sont ostracisés pour leur engagement syndical et subissent un système de concurrence et de maltraitance inadmissible. « Nous attendons parfois des heures devant le MacDonald, déclare un rider expérimenté de Naples, tandis que les nouveaux entrants reçoivent la quasi-totalité des commandes ». Le système d'attribution des points ne prend pas en compte les conditions du trafic et les obstacles rencontrés par les travailleurEs : « Puisque les tarifs baissent et les kilomètres augmentent, nous travaillons presque gratuitement ». Pour les riders

des villes du Sud, le travail sur plateforme constitue très souvent l'activité principale. Les livreurEs mobilisés sont en lien avec les collectifs des migrantEs pour lesquels l'absence d'un contrat est un obstacle majeur à l'obtention du permis de séjour.

Mais le vent tourne, les invisibles occupent le devant de la scène médiatique et politique et se mettent en mouvement pour réclamer leurs droits. Ils constituent une force collective inattendue qui pourrait ouvrir la voie pour un renouveau du mouvement ouvrier. Les représentants de Riders Union Bologna ont clôturé l'assemblée du 25 février dans l'enthousiasme général : de par leurs conditions de précarisation et de flexibilisation, « les riders sont un symbole du monde du travail contemporain ». Leur force réside dans leur capacité à unifier et à représenter touTEs les travailleurEs. C'est le chemin que le mouvement RiderXIDiritti souhaite emprunter en travaillant à la construction de convergences avec d'autres secteurs touchés par la crise et avec d'autres statuts de travailleurEs précaires.

Hélène Marra

1 – Il s'agit d'un contrat de « prestation coordonnée et continue » permettant aux riders de passer du statut de travailleur autonome et occasionnel au statut de parasubordonné.

2 – Nick Smicek, *Capitalisme de plateforme : l'hégémonie de l'économie numérique*, Lux, 2018.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LES MANŒUVRES JUDICIAIRES DE LUBRIZOL.

Après l'incendie du 26 septembre 2019 à Rouen (Seine-Maritime), la multinationale américaine Lubrizol demande l'annulation de sa mise en examen du 27 février 2020 pour « exploitation non conforme d'une installation classée ayant porté une atteinte grave à la santé, la sécurité ou dégradé substantiellement la faune, la flore, la qualité de l'air, du sol ou de l'eau » et pour « déversement de substances nuisibles dans les eaux souterraines, superficielles ou de la mer ».

Le mercredi 31 mars 2021, à 9 heures, la quatrième chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Paris va examiner une requête en nullité déposée en août 2020 par Lubrizol. Selon nos informations, les avocats de Lubrizol dénoncent un manque d'impartialité et de neutralité des inspecteurs du service des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) de Normandie, signataires du procès-verbal d'infraction. Lubrizol pointe des incohérences dans les déclarations des inspecteurs de la Dreal. [...]

« La première action que mène Lubrizol en justice depuis l'incendie, c'est pour faire annuler son procès au pénal », peste Christophe Holleville, secrétaire de l'Union des Victimes de Lubrizol de Forges-les-Eaux. C'est inadmissible, nous devons dénoncer cette multinationale qui essaie de trouver des vices de procédures pour ne pas faire face à ses responsabilités, c'est une honte. »

Pour l'Union départementale CGT 76, comme pour les organisations du collectif unitaire Lubrizol, « il serait incompréhensible que la chambre de l'instruction fasse droit à la demande de Lubrizol ». « Si tel était le cas, cela sonnerait la fin du procès pénal contre la multinationale polluuse avant même son commencement. »

Face à cette requête en nullité et pour les 18 mois de l'incendie, le collectif unitaire Lubrizol organise une manifestation, samedi 27 mars 2021, à 14 h 30, devant l'hôtel du département à Rouen. « Cela permettra de montrer aux juges parisiens que la colère est toujours présente et qu'il est hors de question que Lubrizol, le coupable, échappe à un procès pénal qui devra être exemplaire. » [...]

Manon Loubet, « Catastrophe industrielle à Rouen : Lubrizol essaie de faire annuler son procès », 76actu, 22 février 2021.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir
notre presse, profitez de
notre promotion d'essai :

**12€ = 3 MOIS
D'HEBDO**
ainsi qu'un numéro cadeau
de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo ☐ 6 mois 35 € ☐ 1 an 70 €	☐ 6 mois 25 € ☐ 1 an 50 €
Mensuel ☐ 6 mois 25 € ☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 20 € ☐ 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel ☐ 6 mois 60 € ☐ 1 an 120 €	☐ 6 mois 45 € ☐ 1 an 90 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	☐ 3 mois 12 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo ☐ 17,5 € par trimestre	Mensuel ☐ 12,5 € par trimestre	Hebdo + Mensuel ☐ 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo ☐ 12,5 € par trimestre	Mensuel ☐ 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel ☐ 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org